

RAPPORT DE DEMARRAGE ET NOTE TECHNIQUE

RAPPORT DES ETUDES DIAGNOSTIQUES SUR LA DEFORESTATION ET
L'EROSION DES SOLS DANS LE HAUT BASSIN DU FLEUVE SENEGAL
(GUINEE, MALI) ET ÉLABORATION DE PLAN D' ACTIONS ASSOCIE ET
CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE



Septembre 2017



Table des matières

INTRODUCTION	3
I. OBJECTIFS DE L'ETUDE	3
1.1. OBJECTIF GENERAL	3
1.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES	3
1.3. RESULTATS ATTENDUS	4
II. APPROCHE METHODOLOGIQUE	4
2.1. RENCONTRE AVEC LES STRUCTURES CONCERNEES PAR LE PROJET	4
2.2. REVUE DOCUMENTAIRE	4
2.3. ELABORATION DES OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	5
2.4. TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES	5
III. ACTIVITES REALISEES	7
3.1. REUNION DE CADRAGE	7
3.2. RENCONTRES AVEC LES STRUCTURES TECHNIQUES AU MALI ET EN GUINEE CONAKRY	9
3.2.1. <i>Rencontres avec les structures techniques au Mali</i>	9
3.2.2. <i>Rencontres avec les structures techniques en Guinée Conakry</i>	10
3.3. LANCEMENT DE L'ETUDE AU MALI ET EN GUINEE CONAKRY	11
3.3.1. <i>Lancement de l'étude au Mali</i>	11
3.3.1.1. Objectifs des ateliers de lancement	11
3.3.1.2. Programme des ateliers	11
3.3.1.3. Les participants aux ateliers	12
3.3.1.4. Résultats des ateliers de lancement au Mali	12
3.3.2. <i>Lancement de l'étude en Guinée Conakry</i>	12
3.3.2.1. Les participants aux ateliers	12
3.3.2.2. Résultats des ateliers de lancement en Guinée Conakry	12
IV. ZONES D'INTERVENTION DE LA MISSION	14
V. PERSPECTIVES	16
ANNEXE 1 : NOTE TECHNIQUE DE PRESENTATION DE L'ETUDE	19
ANNEXE 2 : OUTILS DE COLLECTE	21
ANNEXE 3 : LISTE DES EXPERTS PAR PAYS	41
ANNEXE 4 : COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE AVEC LES STRUCTURES	42
ANNEXE 5 : RAPPORTS DES ATELIERS DE LANCEMENTS DE L'ETUDE	44

La liste des tableaux

Tableau 1 : Approche méthodologique	5
Tableau 2 : planification des activités à réaliser au cours de cette étude au Mali	8
Tableau 3 : planification des activités à réaliser au cours de cette étude en Guinée Conakry	8
Tableau 4 : Les localités concernées par l'étude	14

La liste des cartes

Carte 1 : Zone d'intervention du Mali	15
Carte 2 : Zone d'intervention de la Guinée Conakry	15



Introduction

L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) vise principalement à sécuriser les économies des Etats-membres et à réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance de ses populations à travers une gestion durable des ressources en eau.

Cependant, depuis un certain temps, il est regrettable de constater une dégradation sans cesse des ressources naturelles du haut bassin du fleuve Sénégal suite aux effets combinés des facteurs anthropiques (déforestation, feux de brousse, agriculture itinérante, surpâturage...) et des aléas climatiques (vents violents, écarts de température, sécheresse...).

Face à cette situation qui menace les moyens de subsistance des populations du bassin du fleuve Sénégal et exacerbe leur vulnérabilité sociale et économique, l'OMVS a initié plusieurs actions qui concourent à améliorer la gestion concertée des ressources en eau et l'environnement du bassin pour un développement durable. Suite à la réussite des précédentes initiatives et dans le but de consolider les acquis, l'OMVS a commandité la présente étude portant sur la déforestation, l'érosion des berges du fleuve et des sols. C'est dans ce cadre que le bureau d'études international « ID SAHEL » a été recruté pour réaliser cette étude.

L'étude diagnostique couvrira l'ensemble du haut bassin du fleuve Sénégal en Guinée (les Préfectures de Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola et Siguiri) et au Mali (les cercles de Bafoulabé, Kayes et Yélimané).

I. OBJECTIFS DE L'ETUDE

1.1. Objectif général

L'objectif global de l'étude est de réaliser un diagnostic participatif détaillé dans le haut bassin du fleuve Sénégal sur la déforestation et l'érosion des sols afin d'élaborer un plan d'action associé et un calendrier de mise en œuvre.

1.2. Objectifs spécifiques

Il s'agira spécifiquement de :

- faire l'état des lieux de la déforestation et de l'érosion des sols ;
- Identifier et diagnostiquer au niveau de chaque zone les sites dégradés et sélectionner les sites prioritaires d'intervention ;
- Identifier et étudier les options techniquement et économiquement viables (Coûts/Avantages) et socialement acceptables de lutte contre la dégradation des terres dans le haut bassin en général et principalement celles portant sur les sites prioritaires et ce sur la base du diagnostic de l'état des lieux et des connaissances approfondies sur les causes et les impacts de cette dégradation sur les écosystèmes, sur les activités socioéconomiques et sur les conditions de vie des populations ;
- Identifier les différents acteurs concernés par la gestion durable des ressources naturelles ;
- Identifier et prioriser avec les acteurs les actions à mettre en œuvre pour inverser les tendances ;

- Elaborer des propositions d'actions déclinées en plans annuels de manière participative et inclusive prenant en compte à la fois les dimensions de faisabilité techniques, économiques et sociales ;
- Disposer d'un plan d'actions validé par tous les acteurs concernés. La présente étude a démarré le 14 Août 2017.

1.3. Résultats attendus

Sont attendus de cette étude, les résultats ci-après :

- Une connaissance approfondie du processus de dégradation des terres du haut bassin au Mali et en Guinée ;
- Les sites dégradés sont identifiés et les sites prioritaires sélectionnés ;
- Les acteurs concernés par les techniques de DRS/CES sont connus ;
- Un diagnostic participatif approfondi du haut bassin sur la déforestation et l'érosion est mené ;
- Une définition détaillée de toutes les activités au titre de la Composante 1 : Gestion durable des terres dans le haut bassin est donnée ;
- Les méthodes viables de lutte contre la dégradation des terres du haut bassin sont bien étudiées et évaluées prenant en comptes les dimensions coûts/Avantages, environnementales et sociales;
- Des stratégies efficaces sont identifiées, priorisées et planifiées ;
- Un plan d'action cohérent de gestion durable des terres et des ressources en eau est élaboré et validé par tous les acteurs.

II. Approche méthodologique

L'approche méthodologique de cette étude est participative et itérative. Elle implique, à toutes les étapes, les acteurs directs et indirects à l'analyse de la situation dans la zone du projet.

Ainsi les experts ont adopté la démarche ci-après :

2.1. Rencontre avec les structures concernées par le projet

Dans le cadre du démarrage de l'étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols dans le Haut Bassin du fleuve Sénégal (Guinée et Mali), l'équipe de consultants du bureau d'étude Id-Sahel a rencontré au Mali du 14 au 17 Août 2017, plusieurs structures au niveau national. L'objectif des rencontres est d'informer les structures rencontrées de l'initiative de l'OMVS de réaliser l'étude sur la déforestation et l'érosion des sols au Mali dans les cercles de Kayes, Yélimané et Bafoulabé et en Guinée dans les Préfectures de Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola et Siguiri. A cet effet, les experts ont présenté aux structures les objectifs et les résultats attendus de l'étude, l'approche méthodologique et les attentes de la mission. (Voir note technique de présentation de l'étude en annexe II).

2.2. Revue documentaire

Les experts ont collecté au cours des rencontres avec les structures concernées une série de documentation qu'ils exploiteront au cours de cette mission. Ainsi des documents tels que : le Schéma Directeur d'Aménagement de la région de Kayes, le rapport de l'étude sur l'occupation et l'affectation des sols, la monographie du fleuve Sénégal, l'étude sur les possibilités de protection et de restauration des berges dans la région de Kayes, l'analyse diagnostique environnementale transfrontalière du bassin du fleuve Sénégal (ADT), le lac Magui et le plan stratégique de développement de la région de Kayes 2011-2020 ont été obtenus et contribueront à coût sûr à l'analyse de la déforestation et l'érosion des sols dans

le haut bassin du fleuve Sénégal, SDAGE : phases 1, 2, 3. ; SAGE de Babaroto, cercle de Bafoulabé ; SAGE de Tolo, Préfecture de Mamou (dégradation des têtes de sources + plan d'action) ; ADT/PAS, etc.

2.3. Elaboration des outils de collecte des données

L'équipe d'expert a élaboré des outils appropriés aux différentes prestations définies dans les termes de référence. Ainsi, onze (11) fiches de collecte des données ont été conçues pour être administrées auprès de différents acteurs. Les fiches ont été élaborées en fonction des différentes thématiques en rapport avec la déforestation et l'érosion des sols et mentionnées dans les TDRs. Elles s'articulent autour des objectifs de l'étude qu'elles permettront d'atteindre (Réf annexe 2 pour les fiches de collecte).

2.4. Techniques de collecte des données

La collecte des données se fait à travers des entretiens individuels, des concertations et des focus group. Dans cette dynamique, les experts ont retenu trois niveaux de collecte qui se présentent comme suit :

- ⇒ **au niveau du cercle/Préfecture** : l'identification des sites érodés et déboisés et des mesures DRS et CES, se fait avec le conseil de cercle/préfectoral, les représentants des communes, les services techniques, les représentants des projets, des ONG et associations lors d'une réunion de concertation.
- ⇒ **au niveau des communes** : l'identification des sites érodés et déboisés et des mesures DRS et CES, se fait avec le conseil communal, les représentants des villages, les services techniques déconcentrés, les représentants des projets, des ONG et associations, lors d'une réunion de concertation.
- ⇒ **au niveau des villages** : l'identification des sites érodés et déboisés et des mesures DRS et CES, se fait avec le conseil villageois, les représentants des chefs de quartier, les services techniques locaux, les représentants des projets, des ONG et associations, lors d'une réunion de concertation. Après cette réunion de concertation, l'équipe se rendra sur le terrain pour leur caractérisation.

Le tableau ci-après montre comment la collecte se réalise sur le terrain :

Tableau 1 : Approche méthodologique

Prestations à réaliser	Approche méthodologique
la revue du cadre législatif et réglementaire existant	(Revue documentaire à Bamako et Conakry)
la description de l'environnement des zones d'intervention et le niveau de fragilité des écosystèmes	(Discussions avec les Services Techniques (ST), observations de terrain prises de vue, analyse des images satellitaires)
la revue du plan d'occupation et d'affectation sols s'il existe	(Revue documentaire)
la détermination de la sensibilité des différents paysages du haut bassin à la déforestation et à l'érosion	(Discussions avec les ST, observations de terrain, revue documentaire)
l'identification au niveau de chaque zone des sites dégradés (description des types et degré de	(Discussion avec les ST, les populations, les visites de terrain, élaboration de

Prestations à réaliser	Approche méthodologique
dégradation) et la sélection des sites prioritaires d'intervention	fiches de description par sites érodés et déboisés)
le recensement et l'étude diagnostique détaillée de la dégradation des principales têtes de sources, définition des stratégies d'actions efficaces de restauration	(Discussions avec les ST, les populations, les observations de terrain, élaboration de fiche de description par tête de source, une fiche de restauration par tête de source, analyse des images satellitaires)
l'identification des différents acteurs concernés par la gestion durable des ressources naturelles (incluant des outils d'évaluation sensibles à la dimension genre)	(Discussions avec les ST, les populations : qui fait quoi ; fiche d'identification, rapports entre acteurs)
la revue des expériences en techniques de défense et restauration des sols, conservations des eaux et des sols (DRS/CES) notamment le système TKLM	(Discussions avec les ST notamment, Eaux et Forêts, Agriculture, élevage, les populations Elaboration d'une fiche d'inventaire par mesure de DRS/CE)
le choix espèces forestières à utiliser l'agroforesterie et le reboisement	(Discussions avec les ST, les populations, le service des Eaux et Forêts ; fiche technique par espèce)
la revue des activités permettant une gestion durable des sols et eau et qui favorisent l'accroissement des revenus des communautés	(Analyse de l'existant avec les ST, les populations Eaux et Forêts, ONG, et autres; Elaboration de fiches par activité)
les possibilités de création d'emploi à travers les activités d'agroforesterie, de reboisement, de DRS/CES	(Analyse des activités d'agroforesterie avec les ST, les populations et ONG)
la pertinence de la poursuite de certaines actions entamées lors des phases précédentes du Trust Fund (travaux de lutte contre l'érosion des berges de Kayes et dans le sous bassin de la rivière de Paparah...)	(Discussion avec les acteurs du projet, revue documentaire et analyse des activités du projet)
l'évaluation de la capacité d'intervention locale en termes d'existence d'organisation communautés bénéficiaires, de leur expérience dans la mise en œuvre de projets communautaires et d'actions similaires	(Discussions avec les ST, les populations et élaboration de fiche diagnostic organisationnel par association/structure)
le recensement des ONG locales et autres acteurs engagés dans la protection et la conservation des ressources naturelles	(Discussion avec les conseils communaux. les populations, les ST et ONG)
la présentation cartographique (échelle minimum = 1/25 000) de la dégradation des sols et l'estimation des superficies déboisées dans le haut bassin	(géo référencement des sites / SIG, discussion avec les ST, interprétation d'images satellitaires etc.)
Une cartographie des zones prioritaires d'actions sur la base des fonds de carte existante	(échelle minimum = 1/25 000) (géo référencement des sites, discussion avec les ST, interprétation d'images satellitaires etc.)

Prestations à réaliser	Approche méthodologique
Une description des techniques de conservation des sols et de pratiques performantes d'agroforesterie à promouvoir et du choix d'essences forestières en fonction des conditions morphologiques de chaque zone d'intervention	(Discussions avec les ST, les populations, expertise des consultants)
Une détermination de zones couvertes par les actions d'agroforesterie, de conservation des sols, de mise en défens et de régénération/reboisement	(Discussions avec les ST et les populations)
Une définition des actions de sensibilisation, formation des différents acteurs (avec plans de formation adaptés aux compétences et contraintes des groupes cibles)	(Discussions avec les acteurs de la GRN, et analyser leurs besoins d'information de sensibilisation et de formations)
La définition détaillée des actions de la composante ¹ : Gestion durable des terres dans le haut bassin sur la base du budget disponible sur le financement du TF3	(Revue documentaire, résultats du diagnostic sur la déforestation et l'érosion des sols, liste des solutions pour inverser les tendances de dégradation, chronogramme de mise en œuvre de ces solutions et plan d'actions des activités à mettre en œuvre)
l'élaboration des propositions d'actions, sous la forme de fiches-actions avec leur description technique, leur localisation (échelle minimum = 1/10 000) et leur évaluation financière	(Discussions avec les ST et les populations)

III. ACTIVITES REALISEES

3.1. Réunion de cadrage

Une rencontre organisée dans la salle de réunion du bureau d'étude ID Sahel, le 13 Août 2017 a marqué le démarrage des activités de cette étude. Etaient présents à cette réunion les experts chargés de l'étude en Guinée et au Mali. Il s'agissait au cours de cette rencontre de faire en sorte que tous les experts chargés de l'étude aient la même compréhension des objectifs, des résultats attendus, des tâches assignées aux consultants. Cette première réunion de cadrage méthodologique s'est déroulée sous la supervision du coordinateur de l'étude le Pr Mahamane MAÏGA.

Par ailleurs, l'équipe a procédé à la planification des activités à réaliser. La planification des activités est consignée dans les tableaux suivants :

Tableau 2 : planification des activités à réaliser au cours de cette étude au Mali

Activités	Date	Acteurs
Prises de contacts avec les services techniques OMVS	Du 14 au 19 août	DNEF, DNA, GR, DNH, Cellule OMVS
Lancement du projet	Du 20 août au 10 septembre	Administration, Services techniques, Collectivités, populations OSC, ONG, Consultants, OMVS
Revue documentaire et Elaboration des outils de collecte des données		Consultants
Elaboration du Rapport de démarrage	10 septembre	Consultants
Identification, sélection des sites, visite préliminaire des sites sélectionnés,	Du 15 septembre 30 novembre 2017	Services techniques, Collectivités, populations OSC, Consultants
Collecte des données par les experts		Services techniques, Collectivités, populations OSC, Consultants
Traitement, analyse et rapportage provisoire		Consultants
Organisation des ateliers locaux et régionaux pour la validation du rapport provisoire	décembre 2017	OMVS, Consultants
		Consultants
Rapport diagnostic final	janvier 2018	Consultants, OMVS

Tableau 3 : planification des activités à réaliser au cours de cette étude en Guinée Conakry

Activités	Date	Acteurs
Prises de contacts avec les services techniques, lancement de l'étude	Du 16 au 28 août 2017	Administration, Services techniques, Collectivités, populations OSC, Consultants, OMVS
Revue documentaire, élaboration des outils de collecte des données et élaboration du rapport de démarrage	Du 29 août au 27 Octobre 2017	Consultants
Investigations de terrain, collecte des données par les experts, traitement des données et rapportage provisoire	28 octobre 2017 au 11 décembre 2017	Services techniques, Collectivités, populations OSC, Consultants
		Services techniques, Collectivités, populations, OSC, ONG, Consultants, Administration
Organisation des ateliers locaux et régionaux pour la validation du rapport provisoire	12 au 18 décembre 2017	OMVS, Consultants
Elaboration du rapport diagnostic final	janvier 2018	Consultants, OMVS
		OMVS, Consultants

3.2. Rencontres avec les structures techniques au Mali et en Guinée Conakry

3.2.1. Rencontres avec les structures techniques au Mali

L'objectif des rencontres avec les structures est de les informer de l'initiative de l'OMVS de réaliser une étude sur la déforestation et l'érosion des sols au Mali dans les cercles de Kayes, Yélimané et Bafoulabé et en Guinée dans les Préfectures de Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola et Siguiri.

Au Mali, les experts ont rencontré les structures techniques selon le calendrier suivant :

- **OMVS** : 14 Août 2017 de 10H à 10H30mn
- **DNEF** : 15 Août 2017 de 14H à 16H
- **ADRS** : 15 Août 2017 de 16H à 17H30mn
- **DNH** : 16 Août 2017 de 9H à 9H30mn
- **DNA** : 16 Août 2017 de 10H à 10H30mn
- **DNGR** : 16 Août 2017 de 11H à 11h30mn
- **DNPIA** : 16 Août 2017 de 13H à 13H 30mn
- **DNP** : 17 Août 2017 de 10H à 13H
- **DNACPN** : 17 Août 2017 de 14H à 15H

Au cours de leur visite, les experts ont informé, collecté la documentation et recueilli l'expérience des structures susmentionnées sur les thématiques de la mission. Globalement, les échanges ont porté sur :

- ✚ **Le choix des cercles ciblés par l'étude** : les raisons pour lesquelles, le cercle de Kéniéba et Kita ne figurent pas parmi les cercles choisis, s'explique par le fait que la pression est très forte sur les ressources ligneuses de ces deux cercles, notamment à cause de l'exploitation de bois et l'orpaillage.
- ✚ **L'exploitation du bois** : concernant l'exploitation du bois plusieurs facteurs explicatifs ont été mentionnés par les agents des structures rencontrées. Parmi ceux-ci on peut noter :
 - la mutilation excessive des arbres au niveau de Yélimané à cause surtout de l'arrivée d'importants troupeaux mauritaniens,
 - l'exploitation frauduleuse du bois d'œuvre dans la région, notamment à Bafoulabé et Kayes,
 - l'exportation de ce bois vers la Chine et le Japon,
 - le défrichement abusif sur les flancs de collines à Bafoulabé, Kayes et Kéniéba,
 - l'impact négatif de la culture du coton sur les ressources naturelles et
 - les impacts négatifs de l'exploitation minière dans le haut bassin du Sénégal.
- ✚ **La menace de disparition** du Centre d'Apprentissage Agricole (CAA) de Samé et la Route Nationale 6 par l'érosion.
Les structures rencontrées ont bien apprécié l'approche participative adoptée par le bureau d'étude Id Sahel et ont toutes exprimé leur disponibilité à l'accompagner dans la réalisation de l'étude notamment par la mise à la disposition des documents et la participation de leurs agents locaux aux

investigations de terrain. (Ci-joint le compte rendu de la rencontre avec les structures **en annexe 4**).

3.2.2. Rencontres avec les structures techniques en Guinée Conakry

Les structures rencontrées en Guinée sont essentiellement :

Niveau central Conakry : 16 au 18 aout 2017

- Les Directions Techniques au niveau central (Direction Nationale des Eaux et Forêts) ;
- Direction Générale du Bureau de Stratégie et Développement du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Direction Nationale du Génie Rural, Cellule nationale OMVS, Direction Nationale de l'Hydraulique, le PACV) ;
- Les autorités administratives (Gouverneurs, Secrétaires Généraux, Préfets et Sous-préfets) ;
- les autorités communales (Maires et conseils communautaires) ;
- les services techniques préfectoraux (SP/GR, SP/EF, SP/ERA, DR/H, antenne OGUIB) ;
- La société civile (ONG, groupements, associations).

Préfecture de Mamou : 21/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) de Mamou ;
- Section Préfectorale des Eaux et Forêts
- Section Préfectorale du Génie rural
- Section Préfectorale de l'Agriculture
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources animales
- Antenne de l'Office Guinéen du Bois
- Section Préfectorale de l'Hydraulique
- La Société civile (ONG et Associations impliquées dans la GRN)

Préfecture de Dalaba : 22/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) de Dalaba ;
- Section Préfectorale des Eaux et Forêts
- Section Préfectorale du Génie rural
- Section Préfectorale de l'Agriculture
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources animales
- Antenne de l'Office Guinéen du Bois
- Section Préfectorale de l'Hydraulique
- La Société civile (ONG et Associations impliquées dans la GRN)

Préfecture de Labé 23/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) de Labé ;
- Section Préfectorale des Eaux et Forêts
- Section Préfectorale du Génie rural
- Section Préfectorale de l'Agriculture
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources animales
- Antenne de l'Office Guinéen du Bois
- Section Préfectorale de l'Hydraulique
- La Société civile (ONG et Associations impliquées dans la GRN)

Préfecture de Tougué 26/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) de Tougué ;
- Section Préfectorale des Eaux et Forêts
- Section Préfectorale du Génie rural
- Section Préfectorale de l'Agriculture
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources animales
- Antenne de l'Office Guinéen du Bois
- Section Préfectorale de l'Hydraulique
- La Société civile (ONG et Associations impliquées dans la GRN)

Préfecture de Siguiri : 24/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) ;
- Section Préfectorale du Génie Rural (SPGR) de Siguiri ;
- Section Préfectorale de l'Agriculture de Siguiri (SPA) ;
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources Animales (SP/ERA) ;
- Section Préfectorale de l'Hydraulique.

Préfecture de Dabola: 26/08/2017

- Direction Préfectoral de l'Environnement et des Eaux et Forêts (DPEEF) de : Dabola ;
- Section Préfectorale du Génie Rural (SPGR) de Dabola ;
- Section Préfectorale de l'Agriculture de Dabola (SPA) ;
- Section Préfectorale de l'Elevage et des Ressources Animales (SP/ERA) de Dabola ;
- C.P.U (OMVS) Dabola
- Coordination des ONGs Féminines de Dabola ; ;
- Section Préfectorale de l'Hydraulique.

3.3. Lancement de l'étude au Mali et en Guinée Conakry

3.3.1. Lancement de l'étude au Mali

Au Mali, les ateliers de lancement ont eu lieu du 21 au 25 Août 2017, dans les salles de conférence respectives des conseils de cercles de Kayes, de Yélimané et de Bafoulabé.

En Guinée, les ateliers de lancement ont été réalisés du 21 au 28 août 2017, dans les préfectures de Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola et Siguiri.

3.3.1.1. Objectifs des ateliers de lancement

L'objectif de ces ateliers de lancement était d'informer les acteurs de la GRN de l'initiative de l'OMVS de réaliser l'étude sur la déforestation et l'érosion des sols en Guinée et au Mali. Ainsi les acteurs ont été informés de la couverture géographique de l'étude, des objectifs, des résultats attendus de l'étude, de l'approche méthodologique et des attentes des experts (voir note technique de présentation de **l'étude en annexe II**).

3.3.1.2. Programme des ateliers

Les ateliers se sont déroulés selon le programme suivant :

- Discours de bienvenue du Maire qui abrite l'atelier,
- Intervention du Président du conseil de cercle,
- Discours d'ouverture du Préfet (ci-joint)

- Exposé du contenu de l'étude par les experts du bureau d'études ID-Sahel,
- Intervention des participants pour les questions de compréhension, de contributions, des attentes et des appréhensions,
- Réponses des experts du bureau d'étude,
- Discours de clôture du préfet.

3.3.1.3. Les participants aux ateliers

Au Mali ont participé aux différents ateliers :

- Les Préfets des localités concernées,
- Les Présidents du conseil de cercle,
- Les Maires des communes concernées,
- Les services techniques locaux,
- Les ONG et les associations, (voir liste de présence par cercle)

3.3.1.4. Résultats des ateliers de lancement au Mali

Au Mali, après l'exposé du contenu de l'étude par les experts du bureau d'études ID-Sahel, les discussions ont porté essentiellement sur les points suivants :

- Le problème d'envasement du fleuve Sénégal ;
- La période hivernale mal choisie pour l'étude ;
- La nécessité de mener une étude exhaustive des zones dégradées ;
- La non application des textes par rapport à l'orpaillage ;
- L'existence des ONG dans le domaine de la lutte contre l'érosion ;
- Le déversement des ordures sur les bordures du fleuve ;
- Le déplacement de certains villages à cause de l'érosion des berges du fleuve ;
- La dégradation des ressources de la rivière la Falémé,
- Les actions d'aménagement confiées à certaines structures qui n'ont pas été réalisées à hauteur de souhait,
- La méthodologie de la collecte des données ;
- La durée de l'étude ;
- Le niveau d'implication des services techniques et des OSC ;
- Le programme de collecte des données.

3.3.2. Lancement de l'étude en Guinée Conakry

3.3.2.1. Les participants aux ateliers

En Guinée, ont participé aux différents ateliers :

- Les autorités administratives (Préfets et Sous-préfets),
- Les autorités communales (Maires et conseils communautaires) ;
- Les services techniques (SP/GR, SP/EF, SP/ERA, DR/H, antenne OGUIB) ;
- La société civile (ONG, groupements, associations).

3.3.2.2. Résultats des ateliers de lancement en Guinée Conakry

En Guinée, après l'exposé du contenu de l'étude par les experts du bureau d'études ID-Sahel, les discussions ont porté essentiellement sur les points suivants :

- La difficile cohabitation entre les espèces de faune protégées et les populations riveraines des forêts classées ou des aires protégées ;
- Le rôle que doivent jouer les organisations de la société civile ;
- La prise en compte de la lutte contre les feux de brousse parmi les activités à développer ;

- Les raisons de la limitation de l'étude à deux pays sur les quatre qui se partagent les biens et services du fleuve Sénégal ;
- Le rôle des organisations de la société civile au moment des diagnostics ;
- La durée de l'étude ;
- La nécessité de la multiplication des projets de gestion durable de l'environnement, face l'état de dégradation préoccupante que connaissent les ressources forestières nationales en général et celles du haut bassin du fleuve Sénégal en particulier ;
- La nécessité de draguer les cours d'eau ;
- La responsabilité de l'homme dans la déforestation pour satisfaire ses besoins en bois d'œuvre et en bois énergie etc.

Les ateliers de lancement tant au Mali qu'en Guinée Conakry ont permis au consultant d'obtenir une importante documentation en rapport avec les thématiques de la mission. Il faut noter parmi les temps forts des ateliers le niveau de satisfaction des participants qui ont salué cette initiative de l'OMVS de réaliser cette étude.

Dans la dynamique du lancement, les participants diront que la déforestation et l'érosion constituent les problèmes environnementaux majeurs de leur terroir. Tous ont exprimé leur disponibilité à accompagner le bureau d'études ID Sahel pour la bonne réalisation de cette étude.

Le bureau d'étude ID Sahel a remercié les autorités, la société civile et toutes les personnes ressources qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite des lancements de la présente étude.

IV. Zones d'Intervention de la Mission

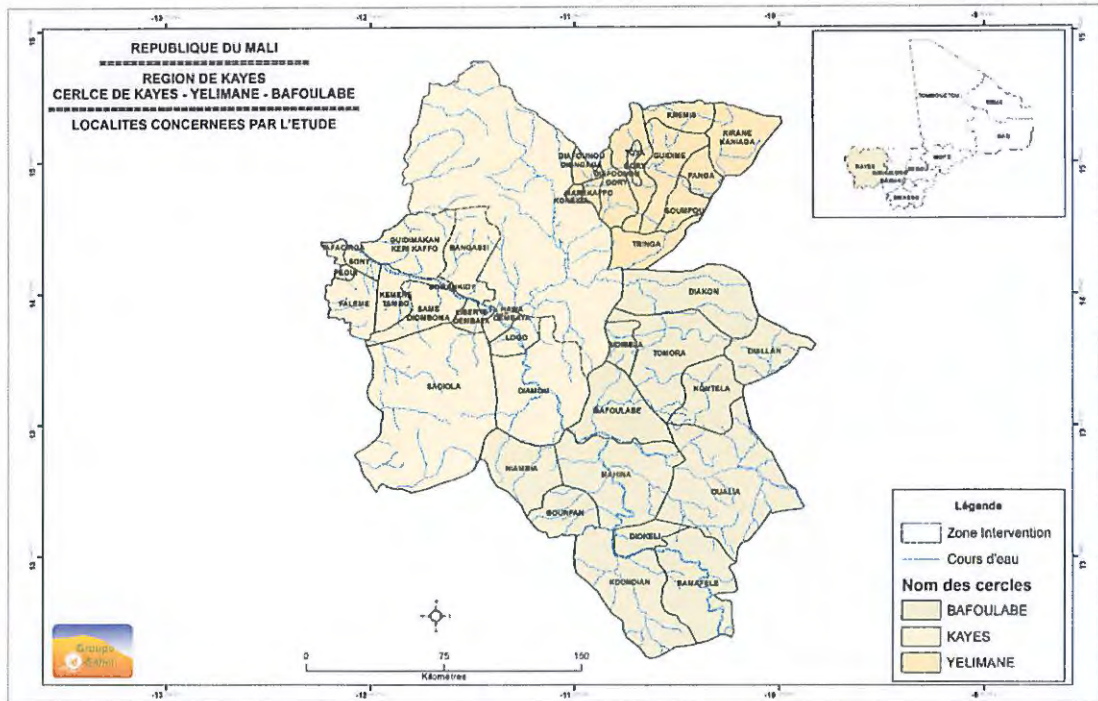
L'étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols couvrira l'ensemble du haut bassin du fleuve Sénégal en Guinée et au Mali. Elle se concentre sur les zones importantes pour le fonctionnement de l'hydrosystème du fleuve et les localités concernées directement par le PGIRE II. La liste de ces localités est consignée dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Les localités concernées par l'étude

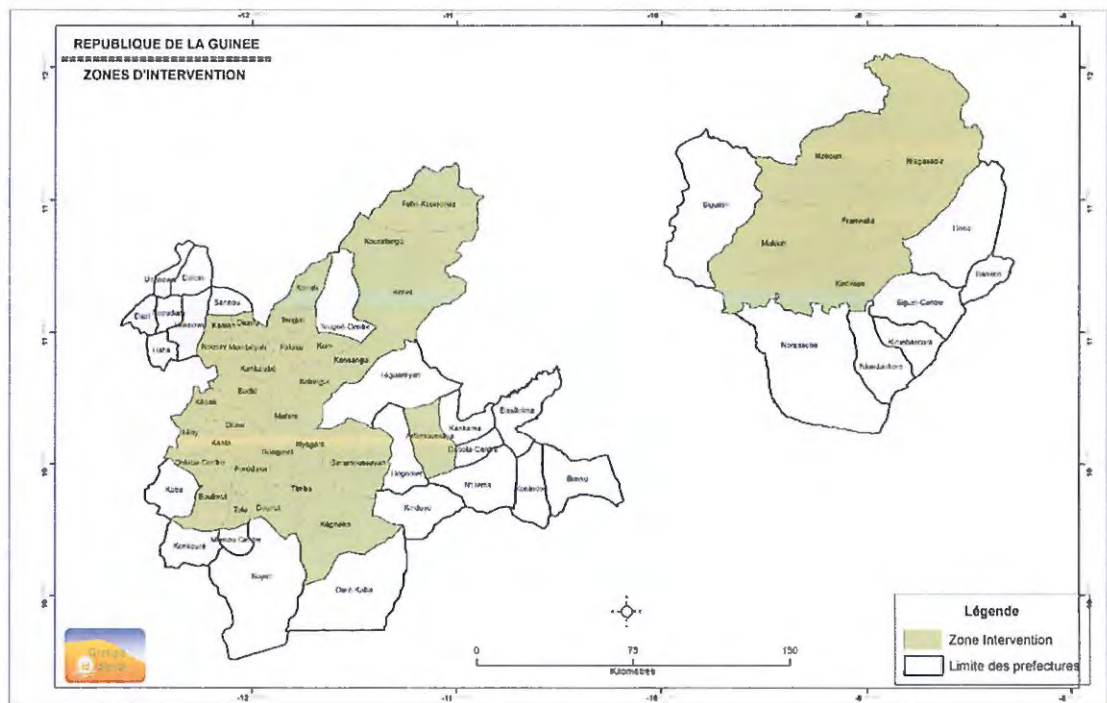
Pays	Cercles/départements	Communes
Mali	Bafoulabé	Bafoulabé, Bamafele, Diakon, Diallan, Diokeli Gounfan, Kontela, Koundian, Niambian, Mahina, Oualia, Sidibela, Tomora
	Kayes	Liberté Dembaya, Sadiola, Kemene Tambo Guidimakan Kerikafo, Same Diomboma, Diamou, Logo, Bangassi, Hawa Dembaya, Sony, Tafassirga, Faleme, Fegui, Somakidy,
	Yélimané	Diongaga, Diafounou Gory, Fanga, Gory, Guidime, Kirane Kaniaga, Konsiga, Keremis, Marekaffo, Soumpou, Toya, Tringa
Guinée Conakry	Mamou	Bouliwel, Dounet, Gongoret, Kégnéko, Mamou-Centre, Nyagara, Porédaka, Saramoussayah, Tégouéréyah, Timbo, Tolo
	Dalaba	Bodié, Dalaba-Centre, Ditinn, Kébali, Kaala Kankalabé, Koba, Mafara, Mitty, Mombéyah
	Labé	Dionfo, Kaalan, Noussy, Labé centre
	Tougué	Fatako, Fello-Koundoua, Kansangui, Koïn Kolangui, Kollet, Konah, Kouratongo, Tangali Tougué-Centre
	Dabola	Arfamoussaya, Dabola-Centre
	Siguiri	Franwalia, Kintinian, Maléah, Naboun, Niagassola

Les cartes 1 et 2, ci-après indiquent la localisation des zones couvertes par l'étude au Mali et en Guinée.

Carte 1 : Zone d'intervention du Mali



Carte 2 : Zone d'intervention de la Guinée Conakry



V. PERSPECTIVES

L'équipe du Mali est sur le terrain depuis le 10 septembre 2017 pour la collecte des données. Celle de la Guinée, a décalé cette phase de collecte des données pour le 28 octobre 2017, en raison de l'inaccessibilité de certains sites pendant cette période hivernale.

Proposition de Plan de rédaction du rapport provisoire

Introduction

I. Rappel des objectifs et des résultats attendus de l'étude

II. Cadre conceptuel

- la déforestation
- l'érosion des sols

III. Méthodologie de l'étude

IV. Résultats de l'étude

4.1. Cadre législatif et réglementaire de la déforestation et de l'érosion des sols en Guinée et au Mali

4.2. Description du milieu environnemental et socioéconomique de l'étude (paramètres climatiques, traits physiques, plans d'occupation et d'affectation des sols, les écosystèmes, les paysages et leur sensibilité à l'érosion et à la déforestation en Guinée et au Mali.

4.3. Sites érodés et déboisés (caractérisation, causes, impacts sur l'environnement, sélection et solutions pour inverser les tendances)

4.4. Revue des expériences en techniques de défense et restauration des sols, conservations des eaux et des sols (DRS/CES)

4.5. Revue des activités permettant une gestion durable des sols et des ressources en eau et qui favorisent l'accroissement des revenus des communautés

4.6. Possibilités de création d'emplois à travers les activités d'agroforesterie, de reboisement, de DRS/CES

4.7. Choix des espèces forestières à utiliser pour l'agroforesterie et le reboisement

4.8. Détermination de zones couvertes par les actions d'agroforesterie, de conservation des sols, de mise en défens et de régénération/reboisement

4.9. Présentation et caractérisation des acteurs concernés par la gestion durable des ressources naturelles, y compris les ONG locales

4.10. Evaluation de la capacité d'intervention locale en termes d'existence d'organisation des communautés bénéficiaires, de leurs expériences dans la mise en œuvre de projets communautaires et d'actions similaires

4.11. Actions de sensibilisation, de formation des différents acteurs (avec plans de formation adaptés aux compétences et aux contraintes des groupes cibles)

4.12. Analyse de certaines actions entamées lors des phases précédentes du Trust Fund (travaux de lutte contre l'érosion des berges de Kayes et dans le sous bassin de la rivière de Paparah...)

4.13. Présentation cartographique (échelle minimum = 1/25 000) de la dégradation des sols et l'estimation des superficies déboisées dans le haut bassin

4.14. Cartographie des zones prioritaires d'actions sur la base des fonds de carte existante (échelle minimum = 1/25 000)

4.15. Description des techniques de conservation des sols et de pratiques performantes d'agroforesterie à promouvoir et du choix d'essences forestières en fonction des conditions morphologiques de chaque zone d'intervention

4.16. Définition détaillée des actions de la composante 1 : Gestion durable des terres dans le haut bassin sur la base du budget disponible sur le financement du TF3

4.17. Elaboration des plans d'actions, sous la forme de fiches-actions avec leur description technique, leur localisation (échelle minimum = 1/10 000) et leur évaluation financière.

Conclusion de la phase de démarrage.

Dans l'ensemble les objectifs et les résultats attendus par la mission sont atteints En effet la majeure partie des acteurs concernés par la problématique liée à la gestion des ressources durables ont pris part aux différents ateliers et rencontres de lancement. Ils ont, n'ont seulement, salué l'initiative par ID/Sahel concernant l'étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols, mais aussi pris l'engagement de contribuer efficacement au diagnostic et à l'identification des sites dégradés.

Annexe 1 : Note Technique de Présentation de l'étude

Introduction

L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) vise principalement à sécuriser les économies des Etats-membres et à réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance de ses populations à travers une gestion durable des ressources en eau.

Cependant, depuis un certain temps, il est regrettable de constater une dégradation sans cesse des ressources naturelles du haut bassin du fleuve Sénégal suite aux effets combinés des facteurs anthropiques (déforestation, feux de brousse, agriculture itinérante, surpâturage...) et des aléas climatiques (vents violents, écarts de température, sécheresse...). Cette dégradation des ressources se manifeste sous diverses formes qui sont entre autres :

- une forte dégradation des têtes de source du fleuve ;
- un tarissement des points d'eau connexes au fleuve ;
- une diminution drastique du couvert végétal avec disparition de certaines espèces ;
- une perte de biodiversité végétale et animale ;
- une baisse notoire de la fertilité des sols ;
- un élargissement et/ou un ensablement du lit du fleuve en plusieurs endroits ;
- une forte dégradation/érosion des berges entraînant des risques de disparition des infrastructures socioéconomiques au niveau des villes et villages riverains et une perte de terres cultivables ;
- une prolifération des plantes aquatiques envahissantes notamment le *typha* ;
- une baisse de la production et la productivité agricole entraînant l'insécurité alimentaire...

Face à cette situation qui menace les moyens de subsistance des populations du bassin du fleuve Sénégal et exacerbe sa vulnérabilité sociale et économique, l'OMVS a initié plusieurs actions qui concourent à améliorer la gestion concertée des ressources en eau et l'environnement du bassin pour un développement durable. Suite à la réussite des précédentes initiatives et dans le but de consolider les acquis, l'OMVS a commandité cette étude portant sur la déforestation, l'érosion des berges du fleuve et des sols.

C'est dans ce cadre que le bureau d'études international « ID SAHEL » a été recruté pour réaliser cette étude.

L'étude diagnostique couvrira l'ensemble du haut bassin du fleuve Sénégal en Guinée et au Mali. Elle sera concentrée sur les zones importantes pour le fonctionnement de l'hydro système du fleuve et les localités concernées directement par le PGIRE II qui sont :

- Guinée : les Préfectures de Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola et Siguiré ;
- Mali : les cercles de Bafoulabé, Kayes et Yélimané.

Objectif de l'étude :

L'objectif global de la mission est de réaliser un diagnostic participatif détaillé dans le haut bassin du fleuve Sénégal sur la déforestation et l'érosion des sols afin d'élaborer un plan d'actions associé et un calendrier de mise en œuvre.

Les objectifs spécifiques sont :

- Faire l'état des lieux de la déforestation et l'érosion des sols ;
- Identifier et diagnostiquer au niveau de chaque zone les sites dégradés et sélectionner les sites prioritaires d'intervention ;
- Identifier et étudier les options techniquement et économiquement viables (Coûts/Avantages) et socialement acceptables de lutte contre la dégradation des terres dans le haut bassin en général et principalement celles portant sur les sites

prioritaires et ce sur la base du diagnostic de l'état des lieux et des connaissances approfondies sur les causes et les impacts de cette dégradation sur les écosystèmes, sur les activités socioéconomiques et sur les conditions de vie des populations ;

- Identifier les différents acteurs concernés par la gestion durable des ressources naturelles ;
- Identifier et prioriser avec les acteurs les actions à mettre en œuvre pour inverser les tendances ;
- Elaborer des propositions d'actions déclinées en plans annuels de manière participative et inclusive prenant en compte à la fois les dimensions de faisabilité techniques, économiques et sociales ;
- Disposer d'un plan d'actions validé par tous les acteurs concernés.

Résultats attendus :

Sont attendus de cette étude, les résultats ci-après :

- une connaissance approfondie du processus de dégradation des terres du haut bassin au Mali et en Guinée ;
- Les sites dégradés sont identifiés et les prioritaires sont sélectionnés ;
- Les acteurs concernés par les techniques de DRS/CES sont connus ;
- un diagnostic participatif approfondi du haut bassin sur la déforestation et l'érosion est mené ;
- une définition détaillée de toutes les activités au titre de la Composante 1 : Gestion durable des terres dans le haut bassin ;
- les méthodes viables de lutte contre la dégradation des terres du haut bassin sont bien étudiées et évaluées prenant en compte les dimensions coûts/Avantages, environnementales et sociales ;
- Des stratégies efficaces sont identifiées, priorisées et planifiées ;
- Un plan d'actions cohérent de gestion durable des terres et des ressources en eau est élaboré et validé par tous les acteurs.

Démarche

Cette étude sera essentiellement participative. Elle se fera à travers une revue documentaire à Bamako, Dakar, Kayes, Bafoulabé, Conakry, Mamou, Dalaba, Labé, Tougué, Dabola, Siguiri et des discussions avec les populations, les services techniques, les ONGs et autres acteurs de la GDRN.

Elle comportera une phase de collecte et de traitement des données, ainsi qu'une phase de validation des données collectées par les acteurs.

Les attentes du bureau

- appui conseil,
- mise à disposition de toute la documentation et information utile à la mission,
- implication des autorités administratives et locales, ST et leurs démembrés,
- Implication des agents de terrain, des ST et OSC.

Annexe 2 : Outils de collecte

Fiche 1 : Identification des sites dégradés

Date :/...../2017	Site dégradé n° / Long. : ...W / Lat. :N Superficie estimée :	Equipe N° : / Nom/Prénom : /
-------------------------	---	---

Cercle : / Commune / Village : / accessibilité	Unités cartographique (Formation végétale) :
---	--

Recouvrement	
Strate ligneuse	Couverture herbacée
<input type="checkbox"/> <20%	Graminées >0,50m
<input type="checkbox"/> 20-40%	Graminées <0,50m
<input type="checkbox"/> 40-60%	Graminées >50%
<input type="checkbox"/> <60%	Graminées <50%

Etat sanitaire selon perturbation naturelle ou anthropique	
<input type="checkbox"/> Normal	>60% de régénération sans signe apparent de perturbation
<input type="checkbox"/> Moyen	entre 60 et 30% de régénération sans signe apparent de perturbation
<input type="checkbox"/> dégradé	<30% de régénération sans signe apparent de perturbation

Unités Géomorphologiques
<input type="checkbox"/> Plaine
<input type="checkbox"/> Terrain Hydromorphe
<input type="checkbox"/> Terrain inondé
<input type="checkbox"/> Terrain sur cuirasse
<input type="checkbox"/> Terrain Rocheux
<input type="checkbox"/> Glacis d'épandage

Texture du sol
<input type="checkbox"/> argileux
<input type="checkbox"/> limoneux
<input type="checkbox"/> sableux
<input type="checkbox"/> argilo-limoneux
<input type="checkbox"/> argilo-sableux
<input type="checkbox"/> sablo-limoneux
<input type="checkbox"/> gravillonnaire
<input type="checkbox"/> rocheux

SITUATION TOPOGRAPHIQUE
<input type="checkbox"/> Plat
<input type="checkbox"/> Dépression
<input type="checkbox"/> Mi-versant
<input type="checkbox"/> Haut versant
<input type="checkbox"/> Sommet

FACTEURS ANTHROPIQUES DE DEGRADATION
<input type="checkbox"/> Passage de feux
<input type="checkbox"/> Coupe de bois
<input type="checkbox"/> Passage d'animaux
<input type="checkbox"/> Autres
Précisez :
...../
...../

REGENERATION	
<input type="checkbox"/> > 75% : Abondante	Espèces en régénération
<input type="checkbox"/> 50 à 75% : Moyenne/
<input type="checkbox"/> 25-50% : Faible/
<input type="checkbox"/> <25% : très faible/

EROSION	
Type	Degré
<input type="checkbox"/> Hydrique	<input type="checkbox"/> Fort
<input type="checkbox"/> Eolienne	<input type="checkbox"/> Moyen
	<input type="checkbox"/> faible

OBSERVATIONS

- Liste des espèces dominantes (5)
- Autres remarques

Type de dégradation :

- ✓ La dégradation verticale :
- ✓ La dégradation en ravines :
- ✓ La dégradation en cascades et ravines :
- ✓ La dégradation sur pente faible :

Fiche 2 (complémentaire) : Connaissance des boisements : type de propriété (publique ou privée)

	Localisation communes/ villages	Statut	Description (superficie, espèces dominantes, état de conservation etc.)
Forêts classées 1. 2.			
Massifs forestiers 1. 2. 3.			
Périmètres de protection 1. 2.			
Bois sacrés 1. 2. 3.			
Plantations forestières 1. 2. 3.			L'évolution des Superficie reboisée par commune pendant le 5 dernières années
Reste du domaine protégé			
Endroits boisés 1. 2. 3.			

1. Accès aux ressources

Comment procède-t-on pour satisfaire les besoins des populations du cercle en bois ? (procédure)

.....

Quelle est l'évolution de la quantité de bois exploités au cours des cinq dernières années par commune ? (bois de chauffe, bois d'œuvre, bois de service, autres produits forestiers)

.....

Quelles sont les causes et les solutions de la dégradation des ressources forestières

.....

La connaissance des boisements et l'accès aux ressources permettent de :

- faire une comparaison entre les superficies exploitées et celles reboisées
- vérifier la conformité de l'exploitation par rapport à la réglementation en vigueur

Fiche 3 : Identification des problèmes des boisements et leurs solutions

Types de boisement	Etat de conservation	Causes de la dégradation	Ce qu'i faut pour assurer la GD des boisements
Forêts classées			
Massifs forestiers			
Périmètres de protection			
Bois sacrés			
Plantations forestières			
Reste du domaine forestier protégé			

Commentaires :

Fiche 4 : synthèse de l'identification des zones dégradées : cercle de (Autorités du cercle et de la commune)

Sites	Localisation	Ampleur	Impacts	Causes	Solutions
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					
11.					
12.					
13.					
14.					
15.					

Cette fiche fait la synthèse des sites identifiés par les différents niveaux (cercle, communes et villages)

Fiche 5 (synthèse) : Identification des sites d'intervention prioritaires : cercle de (Autorités du cercle et de la commune), villages

Sites	Localisation	Justifications
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		
11.		
12.		
13.		
14.		
15.		

Fiche 6 (synthèse) : Revue des activités permettant une gestion durable des sols et eau et qui favorisent l'accroissement des revenus des communautés

Liste des activités	Structure d'exécution	Viabilité			Pertinence	Commentaires
		Technique	Economique	Social		

FICHE 7 : INVENTAIRE DES PRATIQUES (OU TECHNIQUES) DE DRS/CES

Site n°..... / village de Commune de..... /
Cercle/Préfecture de.....

1. Nom de la pratique (nom local et technique) :
2. Localisation (topographie) du lieu d'implantation de la pratique :
3. Avis des populations sur l'efficacité de la pratique :
4. photos de la pratique DE DRS/CES

FICHE 8 : DESCRIPTION DES PRATIQUES (OU TECHNIQUES) DE DRS/CES

Site n°..... / village de Commune de..... /
Cercle/Préfecture de.....

1. Noms de la pratique (nom local et technique) :
2. Objectifs de la pratique :
3. Conditions de l'utilisation de la pratique :
 - technique (niveau de connaissance requis pour appliquer la pratique) :
 - écologique (type de sol, climat, topographie) :
 - socio-économique (le genre) :
4. Type de problèmes de dégradation des sols ou de RN auquel la pratique s'adresse :
5. Description de la pratique :
6. Avantages/impacts ou effets agro-écologiques et socioéconomiques de la pratique :
7. Mode opératoire ou manière dont la pratique combat la dégradation des terres :
8. Contraintes liées à la pratique :
9. Mesures nécessaires à la levée des contraintes :
10. Durabilité écologique, socio-économique de la pratique :
11. Éléments de coût ou coût de la pratique
12. Recommandations pour la diffusion de la pratique

Fiche 9 : L'évaluation de la capacité d'intervention locale en termes d'existence d'organisation des communautés bénéficiaires, de leur expérience dans la mise en œuvre de projets communautaires et d'actions

1. Nom de l'organisation :
2. Type d'organisation (association, ONG ou autres) :
3. Date /Acte de création :
4. Objectifs de l'organisation :
5. Domaine d'intervention de l'organisation :
6. Sources de financement :
7. Fonctionnement (voir PV de réunion et autres documents) :
8. Expériences dans la mise en œuvre de projets communautaires et d'actions similaires (utiliser le tableau suivant :)

Projet mise en œuvre	Sources de financement du projet	Date (début et fin)	Activités mises en œuvre/menée par l'organisation	Difficultés ou contraintes rencontrées	Besoins de formation de l'organisation

Fiche 10 : le recensement des ONG locales et autres acteurs engagés dans la protection et la conservation des ressources naturelles

1. Nom de l'organisation :
2. Type d'organisation (association, ONG ou autres) :
3. Date/Acte de création :
4. Objectifs de l'organisation :
5. Domaine d'intervention de l'organisation :
6. Sources de financement ou partenaires :
7. Fonctionnement (voir PV de réunion et autres documents) :
8. Rôles et responsabilités de l'ONG ou de l'organisation
9. Difficultés ou contraintes de l'ONG et autres
10. Besoins de formation

Fiche 11 : Guide d'entretien pour la collecte des données générales sur le milieu et biophysique

Pays.....
 Région/Département.....
 Cercle /Préfecture:.....
 Nombre de Communes :.....
 Nombre de villages.....

MILIEU BIOPHYSIQUE

Environnement naturel physique

- Limites géographiques
- Superficie
- Physiographie :
 - o Topographie,
 - o Relief,

- Bassins versants
- etc.)
- Contexte météorologique et climatologique :
 - Pluviométrie,
 - Température,
 - Vents,
 - Humidité de l'air,
 - Evapotranspiration,
 - Phénomènes extrêmes etc.)
- Pédologie et géomorphologie :
 - Paysage,
 - Types de sols,
 - Phénomènes d'érosion,
 - Potentiel agricole,
 - Cuvettes,
 - Bas-fonds,
 - Vallées fertiles, etc.)
- Géologie :
 - Stratigraphie,
 - Lithologie,
 - Structure,
 - Séismicité,
 - Géo-risques)
- Ressources en eau de surface et eau souterraine :
 - Hydrologie et réseaux hydrographiques,
 - Principaux aquifères) ; etc.

Environnement naturel biologique

- La végétation endémique ;
- La faune terrestre, avienne et aquatique et les habitats associés (état initial et niveau de dégradation);
- Les espèces rares ou menacées de disparition;
- Les habitats et écosystèmes (productivités fauniques et floristiques, utilisation humaine) ;
- Les zones et aires sensibles (ex : sites Ramsar) ;
- Etc.

MILIEU HUMAIN

- Situation démographique de la localité :
 - Population,
 - Ethnies,
 - Répartition géographique,
 - Mouvements migratoires et modes de vie de la population, etc.)
- Les infrastructures socio-économiques existantes leur accès et leur taux d'utilisation ;
- La situation socio-économique (niveau de revenu ; accès aux services sociaux de base : éducation, eau, santé, électricité, téléphonie etc.
- Prévalence des MST/VIH ; hygiène et assainissement, habitat ;
- Degré d'atteinte de la sécurité alimentaire ;
- Le travail des enfants ;
- L'intégration des femmes : accès aux ressources productives, crédit, terre, intrants ; etc.) ;

- Les activités agricoles pastorales, piscicoles, forestières actuelles et projetées, la production animale et végétale, les types de cultures, les méthodes de production) ;
- Les activités, actuelles et projetées, de natures artisanales, industrielles et Commerciales pratiquées sur le territoire (tourisme, orpaillage, exploitations minières et pétrolières, petites mines, etc.), avec le niveau de développement de ces activités (en particulier pour les femmes et les jeunes),
- Le volume d'échanges avec les autres régions ou avec l'extérieur, le niveau de revenus générés par ces activités ;

Aux autorités administratives

Pays.....
Région/Département.....
Cercle /Préfecture:.....
Arrondissement/Sous-Préfecture.....

1. Quelles sont les limites de votre circonscription administrative
2. Faites un aperçu rapide des aspects démographiques :
 - Population (hommes, femmes, nombre d'actifs)
 - Principales ethnies
 - Mouvements migratoires
3. Les principales activités socio-économiques au niveau de la localité
4. Que savez-vous de l'état actuel des ressources naturelles en général et particulièrement les ressources en eau, sol et végétation
5. Quelles sont les structures techniques et partenaires intervenant dans la gestion des ressources naturelles au niveau de votre localité
6. Quels sont les domaines d'activités et leurs modes d'intervention
7. Quelles sont les relations ou rapports de collaboration entre votre administration et ces structures
8. Qui sont les utilisateurs et acteurs de la gestion des ressources naturelles au niveau de la localité
9. Quels sont les problèmes environnementaux au niveau de la localité
10. Quelles sont les causes de la dégradation de l'environnement
11. Avez-vous connaissance de l'existence de sites dégradés au niveau de la localité
12. Comment se manifeste cette dégradation
13. Quelles sont les conséquences ou impacts de cette dégradation sur le plan social, économique, environnemental
14. Existe-t-il des conflits dans l'utilisation et la gestion des ressources naturelles au niveau de la localité
15. Quelle est la nature des conflits
16. Quelle est la fréquence de ces conflits
17. Quel est le mode de gestion de ces conflits
18. Quelles sont les actions de protection et de gestion durable des ressources naturelles en cours au niveau de la localité

19. Quel est le niveau d'implication des populations dans la gestion durable des ressources naturelles
20. Avez-vous connaissance d'actions pertinentes déjà réalisées qui méritent d'être poursuivies
21. Quelles sont vos suggestions pour une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles de la zone.

Aux collectivités/Populations

Pays.....

Région/Département.....

Cercle /Préfecture:.....

Arrondissement/Sous-Préfecture.....

Commune.....

Village.....

1. Quelles sont les principales activités menées par les populations dans la localité (classées par ordre d'importance)
2. Quels sont les impacts de chaque activité sur l'environnement
3. Quelles sont les zones et aires sensibles (liées aux activités humaines) dans la localité
4. Quelles sont les activités humaines qui causent le plus de dégradation à l'environnement
5. Avez-vous connaissance de l'existence de sites dégradés au niveau de la localité
6. Situez ces sites dégradés dans l'espace et faites une brève description de leur état de dégradation
7. Quels sont les facteurs qui stimulent la dégradation des ressources naturelles dans la localité (description des agents causaux)
8. Comment se manifeste la dégradation des ressources naturelles (description du processus)
9. Quels sont les signes de dégradation observés sur le terroir (rigoles, ravins, clairières)
10. Quelles sont les causes fondamentales du phénomène de déforestation et d'érosion des sols dans la zone
11. Quel est le niveau de dégradation de ces zones et aires sensibles : Classer les sites par niveau de dégradation
 - Fortement dégradé
 - Moyennement dégradé
 - Faiblement dégradé
12. Quelle est l'ampleur de la dégradation (faible, étendue). Donner une estimation de la surface affectée.
13. Comment se présentent les têtes de sources de nos jours en termes de couverture végétale
14. Quelles sont les conséquences ou effets néfastes de la dégradation des ressources naturelles

15. Qui sont les utilisateurs des ressources naturelles au niveau de la localité (citer les principaux utilisateurs)
16. Existe-t-il des pratiques locales de gestion des ressources naturelles dans la localité ? Si oui Citez-les
17. Qui sont les acteurs de la gestion des ressources naturelles au niveau de la localité. Faites une typologie des acteurs
18. Quelles sont les organisations locales de gestion des ressources naturelles dans la localité
19. Quel est le niveau d'organisation des acteurs
20. Quelles sont les interrelations entre les utilisateurs et acteurs de la gestion des ressources naturelles
21. Quelles sont les règles collectives ou individuelles relatives à la gestion des ressources naturelles dans le milieu
22. Quels sont les impacts des pratiques locales de gestion des ressources naturelles dans le milieu
23. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des pratiques de gestion des ressources naturelles
24. Existe-t-il des conflits dans l'utilisation et la gestion des ressources naturelles au niveau de la localité.
25. De quels types de conflits s'agit-il
26. Quel est le mode de règlement des conflits
27. Quelles sont les actions concrètes déjà réalisées ou en cours de réalisation au niveau de votre localité (faites une liste exhaustive)
28. Quelle a été votre implication dans la réalisation de ces activités
29. Quel bilan tirez-vous de la réalisation de ces activités de GRN
30. Quels sont les impacts des actions de GRN sur le plan économique, social et environnemental
31. De quels appuis avez-vous bénéficié dans l'exercice des pratiques de gestion des ressources naturelles.
32. Quelles sont les pratiques de gestion des ressources naturelles qui ont mieux réussi et qui méritent d'être poursuivies (donner vos raisons)
33. Quel est le rôle de la femme dans la gestion des ressources naturelles

34. Quelles sont vos propositions d'amélioration de la gestion des ressources naturelles
35. Quelles sont les actions d'inversion de tendance de dégradation des ressources naturelles que vous proposez pour la localité
36. Quelle est la pertinence de chaque action sur le plan technique, économique social et environnemental
37. Quel est l'ordre de priorisation des actions à mener au niveau de la localité
38. Par qui ces actions seront-elles réalisées (préciser les acteurs)
39. Quels seront les rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués dans la réalisation des actions retenues
40. Les actions seront réalisées dans quel intervalle de temps
41. Comment seront réalisées les actions (la stratégie de réalisation)
42. Quels sont les moyens matériels, humains et financiers qu'il faut déployer pour la réalisation des actions
43. Quelles sont les conditions favorables à l'acceptabilité sociale de chaque action
44. Comment optimiser les conditions d'utilisation durable des actions et leur reproductibilité
45. Comment identifier et minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des actions retenues
46. Quelles pourraient être les mesures de mitigation/ atténuation des impacts négatifs liés à la réalisation des actions retenues

Aux services techniques / ONGs

Pays.....
Région/Département.....
Cercle /Préfecture:.....
Arrondissement/Sous-préfecture.....
Commune.....

1. Nom et Sigle de la structure
2. Service de tutelle pour les structures étatiques
3. Domaines d'intervention
4. Principales activités
5. Zone de couverture
6. Types d'appuis
7. Quelles sont les principales activités socio-économiques des localités dans lesquelles vous intervenez ?
8. Quelles est votre cible d'intervention (les acteurs avec lesquels vous travaillez dans le milieu) ?
9. Quelles sont vos connaissances des problèmes environnementaux de votre zone d'intervention ?
10. Quel est l'état général des ressources naturelles de votre zone d'intervention ?
11. Avez-vous connaissance de l'existence de sites dégradés au niveau de la zone ?
12. Situez ces sites dégradés dans l'espace et faites une brève description de leur état de dégradation
13. Quelles sont les données techniques dont vous disposez sur ces sites dégradés (limites, superficies, coordonnées géographique, etc.) ?
14. Quelles sont les structures partenaires qui interviennent également dans la gestion des ressources naturelles ?
15. Quels sont les rapports de collaboration entre votre structure et ces structures Partenaires (synergies d'action entre les différentes structures). ?
16. Quelles sont les actions concrètes déjà réalisées ou en cours de réalisation par votre structure au niveau de la zone ?
17. Faites une description détaillée des actions de GRN réalisées par votre structure
18. Quelles sont les techniques de GRN utilisées en DRS/CES, agroforesterie etc.

19. Quels sont les rapports coûts/avantages de chaque technique ?
20. Quels sont les forces et faiblesses de chacune des expériences et activités de GRN réalisées sur le territoire de la localité ?
21. Quel a été le degré d'implication et de participation des populations ?
22. Quelles sont les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités ?
23. Quelles ont été les solutions envisagées ?
24. Quels sont les impacts des actions de GRN sur le plan économique, social et environnemental ?
25. Quel bilan tirez-vous de la réalisation de ces activités de GRN ?
26. Quelles sont les actions pertinentes de GRN qui méritent d'être poursuivies ?
27. Donnez vos raisons.
28. Quelles sont les conditions de réussite des actions de GDRN dans la zone ?
29. Qui sont les utilisateurs et acteurs de la gestion des ressources naturelles au niveau de la zone ?
30. Existe-t-il des conflits dans l'utilisation et la gestion des ressources naturelles au niveau de la localité ?
31. Quelle est la nature des conflits ?
32. Quelle est la fréquence de ces conflits ?
33. Quel est le mode de gestion de ces conflits ?
34. Quel est le rôle de la femme dans la gestion des ressources naturelles ?
35. Quelles sont les actions d'inversion de tendance de dégradation des ressources naturelles que vous proposez pour la localité ?
36. Quelle est la pertinence de chaque action sur le plan technique, économique social et environnemental ?
37. Quel est l'ordre de priorisation des actions à mener au niveau de la localité ?
38. Par qui ces actions seront-elles réalisées (préciser les acteurs) ?
39. Quels seront les rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués dans la réalisation des actions retenues ?
40. Les actions seront réalisées dans quel intervalle de temps ?
41. Comment seront réalisées les actions (la stratégie de réalisation) ?

42. Quels sont les moyens matériels, humains et financiers qu'il faut déployer pour la réalisation des actions ?
43. Quelles sont les conditions favorables à l'acceptabilité sociale de chaque action ?
44. Comment optimiser les conditions d'utilisation durable des actions et leur reproductibilité ?
45. Comment identifier et minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des actions retenues ?
46. Quelles pourraient être les mesures de mitigation/ atténuation des impacts négatifs liés à la réalisation des actions retenues ?

Annexe 3 : Liste des experts par Pays

a) Guinée : Liste des Experts guinéens

Noms et Prénoms	Spécialité	Contacts téléphonique	Email
Dr BAH Amadou Chérif	Foresterie	00224 622956971	amadoubah0@gmail.com
BARRY Ibrahima	Socio économie	00224 628291806	bibrahima237@gmail.com
BARRY Mamadou Aliou	Hydrologie	00224 622394890	barryalio55@yahoo.fr
MAGASSOUBA Nanamoudou	Génie Rural	00224 623219529	nanamodoumgas@yahoo.fr
GAYE Mamadou	En appui Génie Rural	00224 623213021	Bouma.gaye7@gmail.com
Jean KONE	Ingénieur des eaux et forêt en appui	75 06 01 44/Email : hawjeant1@yahoo.fr	Email : hawjeant1@yahoo.fr
Zaze N DEMBELE	Expert environnement	Tel. +223 76475297	

b) Mali:

Prénoms et Noms	Spécialité	Contacts
Pr Mahamane Halidou MAÏGA	Ecologue	69201212 Mahamane_alido@yahoo.fr
Dr Ibrahima DAOU	SIG Télédétection cartographie	73 36 83 20/65 70 99 94 Email : ibrada2@yahoo.fr
Guarantigui TRAORE	Expert Génie rural ID Sahel	74550788
Bakary CAMARA	Géographe	
Moïse Aré SANGALA	Sociologue	76 47 09 25/65 96 89 98 Email : aremoses@gmail.com
Mamadou M TANGARA	Sociologue	66 78 17 17 Email : cickotangara@yahoo.fr
Mamadou M HAIDARA	Expert des Eaux et Forêts ID Sahel	Medy_ha@yahoo.fr 76441371
Adama COULIBALY	Expert cartographe	74019517 adamacoul@gmail.com
Fatama COULIBALY	Ingénieur Eaux et Forêts ID Sahel en appui	76 08 21 35/69 72 98 30 Email : fcoulouba@yahoo.fr
Mady DOUCOURE	Ingénieur agronome en appui	
Dr Abdoul Salam BAH	Géographe expert en appui	

Annexe 4 : Compte Rendu de la Rencontre avec les Structures

Compte rendu de la rencontre avec les structures

Introduction

Dans le cadre du démarrage de l'étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols dans le Haut Bassin du fleuve Sénégal (Guinée et Mali), l'équipe de consultants du bureau d'étude Id-Sahel a rencontré du 14 au 17 Août 2017, plusieurs structures au niveau national. L'objectif des rencontres est d'informer les structures rencontrées de la décision de l'OMVS de réaliser l'étude sur la déforestation et l'érosion des sols dans les cercles de Kayes, Yélimané et Bafoulabé, à travers le bureau d'études ID Sahel. Ainsi les structures ont été informées des objectifs et résultats attendus de l'étude, l'approche méthodologique et des attentes de la mission. (Voir note technique de présentation de l'étude).

Les structures suivantes ont été rencontrées :

OMVS : 14 Août 2017 de 10H à 10H30mn

DNEF : 15 Août 2017 de 14H à 16H

ADRS : 15 Août 2017 de 16H à 17H30mn

DNH : 16 Août 2017 de 9H à 9H30mn

DNA : 16 Août 2017 de 10H à 10H30mn

DNGR : 16 Août 2017 de 11H à 11h30mn

DNPIA : 16 Août 2017 de 13H à 13H 30mn

DNP : 17 Août 2017 de 10H à 13H

DNACPN : 17 Août 2017 de 14H à 15H

(CF. liste des participants par structure rencontrée).

POINTS DE DISCUSSION

Les discussions ont porté sur les points ci-après :

A. Le choix des cercles ciblés par l'étude :

1. Pourquoi le cercle de Kéniéba et Kita ouest ne figurent pas parmi les cercles choisis étant donné que la pression est très forte sur les ressources ligneuses de ces deux cercles, notamment à cause de l'exploitation de bois et l'orpaillage ?
2. Pourquoi Yélimané où il y a déjà eu l'étude de la vulnérabilité et où il y'aura des projets pilotes dans cette localité ?

B. L'exploitation du bois

1. Forte mutilation des arbres au niveau de Yélimané à cause surtout de l'arrivée d'importants troupeaux mauritaniens,
2. La destruction massive du couvert végétal à Yélimané suite aux années de faible crue,
3. L'exploitation frauduleuse du bois d'œuvre dans la région, notamment à Bafoulabé et Kayes et leur exportation vers la Chine et le Japon,
4. Défrichements sur les flancs de collines à Bafoulabé, Kayes et Kéniéba,

5. L'impact négatif de la culture du coton sur les ressources naturelles,
6. Les impacts négatifs de l'exploitation minière dans le Bassin,
7. L'insuffisance de l'application de la loi par les agents.

C. L'érosion et Le système TKLM dans le cercle de Yélimané

1. L'érosion est accentuée à Yélimané en général,
2. Les impacts négatifs du dragage du lit de la rivière Falémé sur les hydro-systèmes,
3. Le cordon TKLM est exploité de façon inappropriée surtout pendant les années de mauvaises récoltes,
4. Le lac Magui est classé comme site Ramsar.

D. Disparition d'infrastructures socioéconomiques :

Le CAA de Samé, le CFAR, la RN6 sont tous menacés par l'érosion provoquée par les eaux de ruissellement. Ils ont précisé que certains coûts des ouvrages antiérosifs sont disponibles auprès de leurs agents de terrain.

CONCLUSION :

Les structures rencontrées ont bien apprécié l'approche participative préconisée par le bureau d'étude Id Sahel et ont toutes exprimé leur disponibilité à l'accompagner dans la réalisation de l'étude notamment par la mise à la disposition des documents et la participation de leurs agents locaux aux investigations de terrain.

Annexe 5 : Rapports des Ateliers de Lancements de l'étude

RAPPORT DU LANCEMENT DE L'ÉTUDE SUR LA DÉFORESTATION ET L'ÉROSION DES SOLS DANS LES CERCLES DE KAYES, YÉLIMANÉ ET BAFOULABÉ

Du 21 au 25 Août 2017, se sont déroulés dans les salles de conférence respectives des conseils de cercles de Kayes, Yélimané et Bafoulabé, les ateliers de lancement de l'étude sur la déforestation et l'érosion des sols dans le HBFS.

Objectif du lancement de l'étude : informer les acteurs de la GRN de la décision de l'OMVS de réaliser l'étude sur la déforestation et l'érosion des sols dans les cercles de Kayes, Yélimané et Bafoulabé, à travers le bureau d'études ID Sahel.

Les acteurs ont ainsi été informés des objectifs et résultats attendus de l'étude, de l'approche méthodologique et des attentes de la mission, (voir note technique de présentation de l'étude)

Participants :

Ont participé aux différents ateliers,

- Les Préfets des localités concernées,
- Les Présidents du conseil de cercle,
- Les Maires des communes concernées,
- Les services techniques locaux,
- Les ONG et les associations, (voir liste de présence par cercle)

Programme des ateliers :

Le programme des ateliers était le suivant :

- Discours de bienvenue du Maire qui abrite l'atelier,
- Intervention du Président du conseil de cercle,
- Discours d'ouverture du Préfet (ci-joint)
- Exposé du contenu de l'étude par les experts du bureau d'études ID-Sahel,
- Intervention des participants pour les questions de compréhension, de contributions, des attentes et des appréhensions,
- Réponses des experts du bureau d'étude,
- Discours de clôture du préfet.

Après l'exposé du contenu de l'étude par les experts du bureau d'études ID-Sahel, les discussions ont porté sur les points suivants :

Cercle de Kayes :

- Problème d'évasement du fleuve Sénégal,
- La période mal choisie pour l'étude,
- Est-ce qu'on fera une étude exhaustive des zones dégradées,
- Problème d'érosion des berges du fleuve Sénégal,
- Non application des textes par rapport à l'orpaillage
- Poursuite du gabionnage du central au pont de Kayes,
- Existence des ONG dans le domaine de la lutte contre l'érosion,
- Déversement des ordures sur les bordures du fleuve,
- Déplacement de certains villages à cause de l'érosion des berges du fleuve
- Problème de dégradation de la Falémé,

Peu de projet réalisé par l'OMVS au Mali par rapport à la dégradation du couvert végétal et l'érosion du sol.

En marge du lancement les experts ont rencontré les structures ci-après :

DREF : 21/08/2017 de 14h à 14h30

GRDR : 21/08/2017 de 14h45 à 15h30

DRPIA : 21/08/2017 de 15h45 à 17h

DRA : 22/08/2017 de 9h30 à 11h

DRGR : 22/08/2017 de 11h30 à 12h30

Cellule technique de mise en œuvre du PGES de Gouina de Kayes : 24/08/2017 de 15h30 à 16h15

Cercle de Yélimané : les participants ont surtout fait des contributions suivantes :

- ❖ Chaque village de la commune de Tambacara a reboisé un ha,
- ❖ Remise des PDESC actualisés du cercle en version électronique,
- ❖ Certains villages sont divisés en deux à cause de l'érosion qui est ressentie dans tout le cercle,
- ❖ Difficulté de joindre Kayes en l'hivernage par route à cause de l'érosion hydrique,
- ❖ L'association des maires de Yelimane (Meraguemou) célèbre chaque année la journée de l'arbre en vue de restaurer le couvert végétal,
- ❖ Le projet PADDY a entrepris de petits projets de réalisation des digues filtrantes il y a 2 ans.

Cercle de Bafoulabe :

- ❖ Pourquoi le choix de Yélimané dans l'étude ?
- ❖ Au niveau des berges du Bafing et du Bakoye l'érosion est intense
- ❖ Est-ce que votre étude est en rapport avec les actions déjà menées au niveau de PGIRE I ?
- ❖ Les actions d'aménagement confiées à certaines structures n'ont pas été réalisées à hauteur de souhait.
- ❖ Comment se fera la collecte des données ?
- ❖ Est-ce possible de mener cette mission pendant l'hivernage ?
- ❖ Elargissement du lit du fleuve Sénégal à l'entrée de Kayes

Au cours des ateliers de lancement, une importante documentation a été mise à la disposition des experts.

Conclusion :

Au cours de ce lancement tous les participants ont vivement salué la décision de l'OMVS de réaliser cette étude. En effet selon les participants, la déforestation et l'érosion constituent les problèmes environnementaux majeurs de la région de Kayes. Tous ont exprimés leur disponibilité à accompagner le bureau d'études ID Sahel pour la bonne réalisation de cette étude. Le bureau étude ID Sahel remercie les autorités régionales et locales qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite du lancement de la présente étude.

**RAPPORT DE MISSION DU LANCEMENT DES ETUDES DIAGNOSTIQUES SUR LA DEFORESTATION ET
L'EROSION DES SOLS DANS LE HAUT BASSIN DU FLEUVE SENEGAL ET L'ELABORATION DE PLAN
D'ACTIONS ASSOCIE CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE**

Equipe des experts consultants :

- Dr chérif BAH Expert eaux et Forêts
- Ibrahima BARRY consultant Socio-économiste
- Nanamadou MAGASSOUBA Expert Génie rural
- Zaze Norbert dembele expert environnement
- Mamadou Aliou Barry hydrologue
- Mamadou GUEYE appui génie rural
- Alhassane BARRY assistant consultant hydrologue ;
- Zenab BARO Intendante Id-Sahel ;
- Mamadou CONTE chauffeur

INTRODUCTION

Dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles renouvelables du bassin du fleuve Sénégal en général et la mise en œuvre du PGIRE II en particulier, l'OMVS a bénéficié d'un financement du fonds d'affectation spéciale néerlandais (Trust Fund 3) pour une durée de 3 ans. Ce financement est destiné à la réalisation d'une étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du fleuve Sénégal et l'élaboration de plan d'action assorti d'un calendrier de mise en œuvre. Pour ce faire, le cabinet Ingénierie de Développement au Sahel (ID-SAHEL), a été recruté pour la réalisation desdites études.

Au regard de l'envergure de cette étude qui couvre plusieurs préfectures en Guinée, un programme de lancement officiel sous l'égide des Préfets, a été planifié et réalisé dans les gouvernorats de Mamou (préfectures de Mamou et Dalaba) et de Labé (préfectures de Labé et Tougué) du 21 au 28 août 2017.

Le présent rapport fait état du déroulement et des acquis de la mission.

II- OBJECTIFS DE LA MISSION

Objectif global : Réaliser un forum pluri acteurs d'information relative à l'étude diagnostique à réaliser par le cabinet ID-SAHEL; étude participative détaillée dans le haut bassin du fleuve Sénégal sur la déforestation et l'érosion des sols afin d'élaborer un plan d'actions assorti d'un calendrier de mise en œuvre.

Objectifs spécifiques :

- Organiser et animer quatre 4 ateliers dans les préfectures de Mamou, Dalaba, Labé et Tougué situé dans le haut bassin du fleuve Sénégal ;
- Présenter l'étude aux participants ;
- Faire connaître le Bureau d'étude ID-SAHEL ;
- Recueillir les attentes et les commentaires des parties prenantes.

Pour ce faire, la mission se devait entre autres d'informer l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des ressources naturelles renouvelables au niveau local. Il s'agit notamment : (i) des autorités administratives (Gouverneurs, Préfets et Sous-préfets) ; (ii) des autorités communales (Maires et conseils communautaires) ; (iii) des services techniques (SP/GR, SP/EF, SP/ERA, DR/H, antenne OGUIB) ; (iv) de la société civile (ONG, groupements, associations).

III- RESULTATS ATTENDUS:

- Un atelier de lancement est tenu dans chaque préfecture concernée par le Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE II) ;
- Les parties prenantes sont informées du contexte, des objectifs et des résultats attendus de l'étude ;
- Le Bureau ID SAHEL est connu de toutes les parties prenantes ;
- les attentes des parties prenantes sont connues ;
- Un rapport de mission de lancement de l'étude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du Sénégal est disponible.

IV- LA METHODOLOGIE

Elle a consisté à :

- tenir une réunion de débriefing au Bureau de l'Antenne d'ID-SAHEL en Guinée. Cette réunion a permis la première prise de contact entre les consultants d'une part et entre ceux-ci et le représentant de ID-SAHEL en Guinée d'autre part, ainsi la planification des activités liées aux préparatifs des ateliers de lancement sur la base de la compréhension des termes de référence de l'étude diagnostique à mener ;
- identifier les participants avec les services techniques centraux et déconcentrés, ainsi que les autorités locales et communales; pour ce faire les consultants se sont rendus dans certains services centraux (DNEF, DNGR, Cellule OMVS, ...) et une mission préparatoire conduite par le Représentant de ID-SAHEL en Guinée a sillonné l'ensemble des préfectures cibles et visité les services techniques concernés, avec les points focaux désignés ;
- tenir la réunion de prise de contact et de concertation avec le Directeur Général de ID-SAHEL; cette rencontre a permis d'affiner les préparatifs de la mission de lancement à travers les ateliers préfectoraux ;
- réaliser concrètement les ateliers de lancement ;
- produire le rapport de mission.

V- MOYENS MIS A DISPOSITION DE LA MISSION

Moyens humains : une équipe pluridisciplinaire à compétences complémentaires composées ainsi qu'il suit :

- ✓ Dr Amadou chérif BAH expert forestier, Chef de mission ;
 - ✓ Ibrahima BARRY, expert Socio-économiste ;
 - ✓ Nanamoudou MAGASSOUBA expert Génie Rural
 - ✓ Jean kone expert Forestier en Appui
 - ✓ Zaze Norbert DEMBELE expert environnement
 - ✓ Mamadou GUEYE ingénieur de génie rural en appui
 - ✓ Mamadou Aliou expert BARRY hydrologue ;
 - ✓ Zenab BARO Intendante Id-Sahel ;
 - ✓ Mohamed CONTE chauffeur.
 - ✓ Samou Bagayoko Chauffeur
- **Moyens matériels** : un véhicule land cruiser 4X4 immatriculé RC 0337 AI ; tableau de présentation du cabinet ID-SAHEL; appareil photo canon.
 - **Moyens financiers** : couvrant l'ensemble de la prise en charge de l'équipe et de tous les coûts induits (locations salles, prises en charge des invités et des couvertures médiatiques).

VI- DEROULEMENT DE LA MISSION

L'atelier de lancement a été animé dans toutes les préfectures suivant l'ordre d'intervention qui suit :

Ordre d'intervention

N°	Intervenants	Thèmes
1	Point focal du projet (DR/E et DP/EEF)	Physionomie de la salle et présentation de la mission
2	Chef de mission représentant Madame la Ministre	Contexte, objectifs et résultats de l'étude ; Enjeux et défis ;

3	Monsieur le Préfet ou son représentant	Discours de bienvenue et de lancement étude ;
4	Expert socio-économiste	Présentation du cabinet ID-SAHEL ; Pertinence de l'implication des communautés locales dans le diagnostic et les propositions de solutions
5	Invités	Questions de clarification et/ou commentaires.
6	Monsieur le Préfet ou son représentant	Clôture des cérémonies
7	Intendante	Payement des perdiems, pause-café et transports

Conformément à cet ordre établi, la mission s'est déroulée préfecture après préfecture.

Etape de Mamou

Lundi 21/08/2017 :

Arrivée au chef-lieu de la préfecture, dans l'après-midi, la mission a eu une prise de contact avec Monsieur le préfet entouré des membres de son cabinet (les secrétaires généraux), sous la conduite du Directeur Régional de l'Environnement, des Eaux et Forêts et Point focal d'ID-SAHEL. Cette occasion a été mise à profit pour informer l'équipe en présence, sur les objectifs de la mission et pour échanger sur les dispositions prises par rapport à l'organisation de l'atelier de lancement.

MARDI 22/08/2017 :

Fidèle au programme établi, le lancement a eu lieu, sous la présidence effective de Mr le préfet. Ainsi, à l'issue de la présentation de la physionomie de la salle par le point focal, il a été constaté la présence quasi-totale des invités provenant des communes rurales, des services techniques préfectoraux et sous-préfectoraux et des organisations de la société civile.

Prenant la parole, l'expert forestier s'est tout d'abord réjoui au nom de Madame la Ministre de l'Environnement, des Eaux et forêts et du Directeur Général du Bureau d'Etudes ID-SAHEL, de la forte mobilisation des acteurs de la gestion des ressources naturelles. Cela prouvait à suffisance, l'importance que revêt la rencontre. Ensuite, il a campé l'Etude diagnostique sur la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du fleuve Sénégal dans son contexte, ses objectifs, ses résultats attendus, ses enjeux et défis. En outre, pour renforcer la compréhension de ces thèmes, le Chef de mission et l'expert socio-économiste se sont relayés pour reprendre dans la langue du terroir, tout ce qui a été dit en français.

Suite à ces interventions, Monsieur le Préfet, après avoir souhaité la bienvenue à la mission, a livré le discours d'ouverture. A travers ce discours, il a invité et exhorté toutes les parties prenantes à s'impliquer et contribuer efficacement aux activités prévues, en vue de la réussite parfaite tant des diagnostics que de l'identification des sites prioritaires et des activités à planifier pour inverser la tendance.

Emboitant le pas de Monsieur le Préfet, l'expert socio économiste a présenté le Cabinet ID-SAHEL. A cet effet, il a décliné l'ensemble des domaines de compétence du Cabinet, sa structure et des pays où il a ses filiales.

Ensuite, la parole a été donnée aux participants pour poser des questions de clarification et/ou des commentaires. Dans ce cadre, il a été enregistré quatre (4) interventions qui s'articulaient autour : (i) de la cohabitation entre espèces de faune protégées et populations riveraines des forêts classées ou des aires protégées ; (ii) du rôle que doivent jouer les organisations de la société civile ; (iii) de la prise en compte de la lutte contre les feux de brousse parmi les activités à développer ; (iv) du rappel de l'importance de l'environnement dans la vie de l'homme et de la faune, des impacts des activités de l'homme sur l'environnement, ainsi que de la nécessité d'impliquer le personnel des différents services techniques locaux en lieu et place des experts qui coutent cher.

L'étape de Mamou s'est terminée par le Discours de clôture de Mr le préfet et sur une note de satisfaction de tous les participants. Ainsi, on peut dire qu'avec 40 présents sur 40 invités soit 100% (voire liste en Annexe), le lancement des études diagnostiques

sur la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du fleuve Sénégal et élaboration de plan d'action assorti de calendrier de mise en œuvre a été une réussite car les invités sont repartis avec une compréhension claire du contexte, des objectifs et des résultats attendus.



Photo de gauche, Monsieur le Préfet de Mamou livrant son discours de lancement.

Photo de droite, photo de famille regroupant l'équipe de la mission et certains participants.



MERCREDI 23/08/2017 : ETAPE DE DALABA – VOYAGE SUR LABE

Etape Dalaba

Arrivée au chef-lieu le 22 août au soir, la mission a été reçue par Mr le Directeur Préfectoral de l'Environnement, des Eaux et Forêts (DPEEF), point focal d'ID-SAHEL. Ainsi, les travaux de l'atelier de lancement ont eu lieu le 23/08/2017 et ont commencé par la présentation de la physionomie de la salle avec 33 participants sur 44 invités soit 75 %. Cette intervention a été suivie d'un tour de table pour décliner les noms, prénoms, responsabilité et structure d'origine.

Ensuite il est revenu au Chef de mission de prendre la parole pour faire des commentaires dans les plus petits détails sur : (i) le contexte, les objectifs, les résultats attendus des études diagnostiques ; (ii) l'incontournable implication des autorités locales dans la sensibilisation de leurs citoyens pour la mobilisation des informations sur les sites les plus affectés par les facteurs de dégradation des ressources ainsi que les bonnes pratiques locales de restauration et conservation de ces ressources.

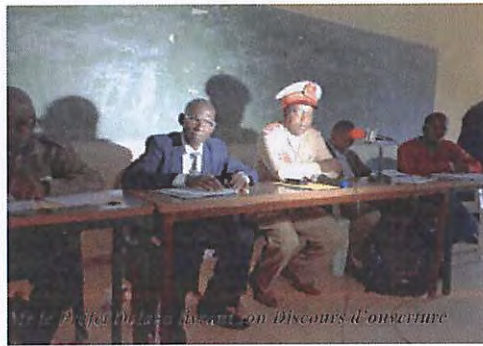
Cette intervention du Chef de mission a été suivie par le discours de Mr le Préfet pour souhaiter la bienvenue à l'équipe de consultants et du personnel d'appui et se réjouir du choix de la préfecture de la Dalaba.

En s'adressant à l'ensemble des participants toutes catégories confondues, il les a exhorté à s'impliquer pleinement le moment venu, pour non seulement mener à bien les diagnostics, mais aussi et surtout aider à bien identifier les sites dégradés, les facteurs et leurs causes, ainsi que les pratiques endogènes plus faciles à appliquer pour inverser la tendance actuelle, qui reste préoccupante.

Comme à Mamou, la présentation du Bureau ID-SAHEL par l'expert socio-économiste a été relayée par les questions de clarification et les commentaires. S'agissant des questions, elles ont tourné autour : (i) du financement des contres parties nationales ; (ii) de la limitation de l'étude à deux pays sur les quatre qui se partagent les biens et services du fleuve Sénégal ; (iii) du rôle des organisations de la société civile au moment des diagnostics ; (iv) de la durée de l'étude ; (v) de l'éventuelle superposition des présentes études à d'autres déjà effectuées dans la zone d'intervention ; (vi) des actions que les Maires et leurs administrés doivent réaliser.

Au titre des commentaires/sollicitudes, la prise en compte des activités d'éducation / sensibilisation et de la pérennisation des activités agricoles à travers l'aménagement des plaines et des bas-fonds, a été recommandée.

Face à ces différentes préoccupations, l'équipe d'experts a donné les réponses requises, à la satisfaction des participants et Mr le Préfet a procédé à la clôture tout en invitant chaque acteur à jouer pleinement sa partition pour atteindre les objectifs et les résultats attendus de l'étude.



Invités de Dalaba

ETAPE DE LABE : Dès son arrivée le 23/08/2017 au soir, la mission a été reçue par le DPEEF et le Chargé de Faune à la Section de Eaux et forêts. La journée du 24/08/2017 a permis à la mission de se reposer, pour démarrer les travaux le 25/08/2017. A Labé les cérémonies se sont déroulées sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Général chargé de l'Administration, représentant Monsieur le Préfet empêché.

Tout comme dans les autres préfectures, c'est le point focal d'ID-SAHEL en la personne du Directeur Préfectoral de l'Environnement, des Eaux et Forêts qui a démarré les travaux de l'atelier de lancement par la présentation de la physionomie de la salle et de l'équipe de la mission.

S'en est suivi l'intervention du Chef de mission représentant Madame la Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Celui-ci après avoir détaillé le contexte, les objectifs et les résultats attendus de la mission, a établi les liens étroits entre la dégradation des ressources naturelles et la détérioration des conditions de subsistances des populations. A cet effet, Il a insisté sur la nécessaire implication des populations utilisatrices des ressources naturelles dans l'identification des problèmes liés à la dégradation et des propositions de solutions pour assurer une gestion durable desdites ressources.

Par la suite, Monsieur le Secrétaire Général a, au nom de Mr le Préfet, livré son discours de lancement dans lequel il a souhaité la bienvenue aux missionnaires. En fin connaisseur, il a fait l'historique de l'OMVS, dégagé l'importance du fleuve Sénégal pour les quatre (4) Etats membres et passé en revue les projets qui couvrent plusieurs secteurs d'activités dans le bassin.

Après cette brillante intervention du Secrétaire Général suivie de celle de l'expert Socio-économiste pour la présentation du Bureau ID-SAHEL, il est revenu aux invités le temps des questions de clarification et des commentaires.

Cette partie des travaux de l'atelier qui a connu surtout l'intervention des Sous-Préfets, s'est articulée principalement autour : (i) de la multiplication des projets de gestion durable de l'environnement, face l'état de dégradation préoccupante que connaissent les ressources forestières nationales en général et celles du haut bassin du fleuve Sénégal en particulier; (ii) de la prise en compte du dragage des cours d'eau, du reboisement, bref toutes les actions qui peuvent concourir à la protection de l'environnement; (iii) de la responsabilité de l'homme dans la déforestation pour satisfaire ses besoins en bois d'œuvre, bois énergie (bois de chauffe et charbon de bois), etc.

En termes de questions la mission n'a enregistré qu'une seule relative aux attentes de l'atelier vis à vis des invités.

A Labé, Monsieur le Secrétaire Général a clôturé l'atelier de lancement des études par un appel en direction des invités pour les inviter à transmettre fidèlement le message dans leur communes rurales respectives afin de motiver les populations pour leur participation effective aux travaux des études diagnostiques.



Les invités de Labé



Présidium de Labé



Présidium économiste.



L'intervention de l'expert socio-économiste
présentant le bureau ID-Sahel.

ETAPE DE TOUGUE Samedi 26/08/2017 :

Etape de Tougué : Arrivée le 26/08/2017 au soir les travaux de l'atelier de lancement placé sous la présidence de Monsieur le Directeur des ressources humaines de la Préfecture, ont démarré le 27/08/2017, par la présentation de l'équipe de la mission et la physionomie de la salle par le point focal de ID-SAHÉL en la personne de Monsieur le DPEEF, suivies du tour de table pour les invités.

Après ces interventions, le Chef de mission, comme à l'accoutumé, a passé en revue en langue locale, aussi bien tous les contours des études diagnostiques que les avantages des ressources partagées autour du fleuve Sénégal pour les quatre (4) pays membres et les projets que le PGIRE compte réaliser dans les préfectures du bassin.

Ensuite, il a fait un résumé en langue française, pour s'assurer de la compréhension de tout le monde par rapport aux objectifs et résultats attendus de l'étude, ainsi que de la méthodologie d'intervention sur le terrain lors des missions de diagnostic, d'identification des sites prioritaires et de planification des actions/activités à mener, pour ceux qui ne comprennent pas le Pulaar,

Par la suite, le Directeur des ressources humaines représentant Mr le Préfet a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants et procédé au lancement de l'atelier.

Le directeur préfectoral de l'environnement Point focal du cabinet ID-Sahel a fait la traduction en Pulaar pour une meilleure compréhension.

Le consultant socio économiste quant à lui, a fait une présentation du cabinet ID-Sahel. Par la suite le Chef de mission a demandé aux invités d'intervenir pour des commentaires et des questions de clarification :

S'agissant des commentaires, il a été rappelé par certains participants, que la coupe abuse du bois due à la satisfaction des besoins en bois d'œuvre, la carbonisation et l'agriculture itinérante constituent les principales activités qui menacent l'environnement à Tougué. Pour illustrer cet état les participants ont pensé que l'échec de la culture du maïs cette année est dû aux effets du changement climatique.

Face à cette situation, les participants ont invité les populations, à accompagner la mission pendant les enquêtes, pour l'identification des zones sensibles, notamment dans les forêts classées et les forêts communautaires, etc. Aussi, a-t-il été précisé que la réussite des projets de protection et de valorisation des ressources, doit nécessairement s'appuyer sur la sensibilisation et la formation des populations dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles.

En outre, un appel solennel a été lancé en direction de tous les cadres techniques pour qu'ils adoptent un comportement responsable dans leur fonction.

Quelques séquences à Tougué



Les invités de Tougué.



Présidium de Tougué.



Etape de Dabola et Siguiri :

Les rencontres se sont déroulées comme suit :

- Accueil et installation des participants,
- Mot de bienvenue du maire la localité qui abrite l'atelier,
- Discours d'ouverture des travaux de l'atelier par le préfet ou son représentant,
- Tour de table (présentation des participants),
- Brève présentation du projet (OMVS – PGIRE),
- Intervention des consultants du bureau d'études ID Sahel : objectifs, résultats attendus, approche méthodologique et attentes de la mission,
- Intervention des participants,
- Synthèse des interventions,
- Discours de clôture du préfet ou son représentant.

Les différentes rencontres ont été présidées respectivement par le Préfet pour la préfecture de Siguiri et par le Secrétaire Général chargé de l'administration pour la préfecture de Dabola en l'absence du préfet empêché.

Les temps forts lors de ces ateliers de lancement ont été : les discours du préfet et celui du général chargé de l'administration, l'intervention des consultants du bureau d'études et l'intervention des participants.

Les représentants de l'administration dans leurs discours d'ouverture des travaux ont d'abord exprimé leur vif intérêt pour la réalisation de cette étude qui intervient au bon moment avant que cela ne soit trop tard.

Ils n'ont pas manqué, ensuite, d'attirer l'attention des participants sur l'état de dégradation actuelle de l'environnement en général et particulièrement la dégradation des ressources naturelles dans le haut bassin du Fleuve Sénégal.

Enfin, ils ont exhorté les participants à relayer l'information auprès des acteurs à la base et sollicité leur implication totale pour la réussite de cette mission, sans rappeler que la protection et la sauvegarde des têtes de source du fleuve est un devoir patriotique et nous devons léguer aux générations futures un environnement sain et productif.

Après les discours d'ouverture, les consultants du bureau d'études ont procédé à une lecture commentée des objectifs et résultats attendus de la mission, avant de faire une description rapide de l'approche méthodologique proposée pour la conduite de la mission sur le terrain.

Cette étude comporte :

- une revue documentaire qui se déroulera à tous les niveaux,
- une phase de collecte des données suivie de visites de sites,
- une phase de traitement et d'analyse des données
- et enfin la phase d'élaboration du plan d'actions sans oublier la production de rapports d'étapes et le rapport final de l'étude.

Les consultants ont également fait part de leurs attentes par rapport aux ateliers de lancement, ainsi que les attentes vis-à-vis des acteurs essentiels en termes :

- d'appui conseil,
- de mise à disposition de toute la documentation et information utile à la mission,
- d'implication des autorités administratives et locales, des services techniques et leurs démembrés,
- d'implication des agents de terrain, des OSC,
- de disponibilité des acteurs concernés.

La finalité de la mission est d'aboutir à l'élaboration d'un plan d'action consensuel établi avec l'implication des différents acteurs de la GDRN, sur la base d'un diagnostic participatif faisant ressortir l'état des lieux de la déforestation et de l'érosion des sols dans le haut bassin; les causes, les manifestations et impacts de cette dégradation des ressources naturelles; l'identification des sites prioritaires d'intervention; l'identification des actions et mesures de restauration suivant les sites.

Les participants ne sont pas restés en marge de l'atelier après les exposés des consultants. Les différents acteurs présents aux rencontres sont intervenus pour exprimer tour à tour leurs préoccupations face au phénomène de dégradation des ressources naturelles. Il s'agit des représentants des services techniques, des représentants des collectivités etc.

Les participants dans leur majorité sont conscients de l'ampleur et de la gravité du phénomène ; mais déplorent leur impuissance devant l'incivisme grandissant des utilisateurs des ressources naturelles. Les participants saluent vivement la réalisation de cette étude et suggère que la mission se rende sur le terrain auprès des acteurs à la base pour voir le phénomène de près et avoir des discussions franches et constructives avec les acteurs à la base afin de proposer des actions idoines dans le but d'inverser les tendances actuelles.

Par ailleurs les participants ont exprimé leur entière disponibilité et ne ménageront aucun effort pour la réussite de la mission ; tant pour la mise à disposition de la documentation nécessaire, que pour la mobilisation des populations et acteurs concernés à tous les niveaux pour les besoins de l'étude.

Au cours des différentes rencontres, des questions de compréhension ont également été posées par certains participants à savoir :

- Quelle est la durée du projet PGIRE dans la mesure où PGIRE I prend fin en 2017 ?
- Les actions initiées par PGIRE I vont-elles enfin pouvoir être réalisées ?
- Quelle sera la contribution des ONG dans la mise en œuvre des actions qui seront retenues ?
- Cette étude est-elle en rapport avec les actions déjà menées par PGIRE I ?
- Comment se fera la collecte des données sur le terrain ?

Des éléments de réponse ont été donnés par les consultants par rapport aux différentes sollicitations. D'autres participants ont par ailleurs apporté leurs contributions en termes de stratégie pour la réussite de la mission.

DIFFICULTES RENCONTREES

Par endroit, il y a eu plus de présents que d'invités; ce qui a posé des problèmes dans l'intendance notamment à Labé et Tougué. Situation qui a pu être gérée à l'interne pour éviter qu'elle impacte le processus de lancement de l'Etude.

CONCLUSION ET RECOMMANDATION

En Moyenne Guinée :

Dans l'ensemble les objectifs et résultats attendus par la mission sont atteints. En effet, la majeure partie des acteurs concernés par la problématique de la gestion durable des ressources et autres invités ont pris part aux Ateliers préfectoraux de lancement.

Ainsi, des engagements ont été pris par tous afin de contribuer efficacement au diagnostic en vue et l'identification des sites dégradés nécessitant des interventions dans le court et le moyen terme.

Les membres de l'équipe sont donc invités par tous les participants à venir vite au sein des communautés qui les attendent et qui se disent prêtes et déterminées à travailler avec la mission sur le terrain.

En guise de recommandation, l'équipe d'experts consultants souhaite désormais avoir :

- Un kit pharmaceutique à bord (y compris anti-serpent) ;
- Des tenues distinctives d'ID-SAHÉL (képi, jaquette, chaussure de sécurité, etc.) pour l'image institutionnelle ;
- Un appareil photo performant avec vidéo.

En Haute Guinée :

Les ateliers de lancement des études diagnostiques sur la déforestation et l'érosion des sols dans le haut bassin du fleuve Sénégal à Siguiri et Dabola (République de Guinée) ont été une réussite. A quelques exceptions près, toutes les structures et organisations conviées aux ateliers de lancement ont répondu à l'appel avec une forte participation des femmes à Dabola.

Au cours de ce lancement tous les participants ont vivement salué cette initiative de l'OMVS. En effet selon les participants, la déforestation et l'érosion constituent les problèmes environnementaux majeurs de la zone.

Dans la préfecture de Siguiri, les CR de Franwalia, Niagassola, Naboun, et Malea, ont été reconnues comme abritant les têtes de source du *Bakoye* ou présentant des zones de dégradation.

Dans la préfecture de Dabola, les principales CR concernées sont Arfamoussaya et Dogomet comme abritant les têtes de source du *Bafing*. La CR de Kindoye pourrait également être concernée ; mais cela reste à être confirmé sur le terrain. Les rivières *Bakoye* et *Bafing* constituent des affluents potentiels pour le fleuve Sénégal.

Les CR ainsi identifiées lors du lancement des travaux feront l'objet d'enquêtes approfondies en vue de l'identification des sites dégradés et les sites prioritaires seront retenus dans le cadre des actions prioritaires à réaliser pour inverser la tendance.

Liste de présence aux ateliers pays



INGENIERIE POUR LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL

LISTE DE PRESENCE

Cercle de : *Kayes*

Date : *21/08/2017*

N°	Prénoms	NOM	Localités	Contacts	Emargements
1	<i>Alou</i>	<i>N. Diangé</i>	<i>KAYES</i>	<i>79358860</i>	<i>[Signature]</i>
2	<i>Fakoumata Maré</i>	<i>Keita</i>	<i>Agriculture</i>	<i>66760118</i>	<i>[Signature]</i>
3	<i>Noussou Dou</i>		<i>Gnaniou Agni</i>	<i>79128969</i>	<i>[Signature]</i>
4	<i>Idrissa O.</i>	<i>MAÏBA</i>	<i>Kayes</i>	<i>65925872</i>	<i>[Signature]</i>
5	<i>Bafara</i>	<i>Diakité</i>	<i>Diamon</i>	<i>76419458</i>	<i>[Signature]</i>
6	<i>Harouma</i>	<i>Touare</i>	<i>Fegni</i>	<i>66892121</i>	<i>[Signature]</i>
7	<i>Guourou Othmane</i>	<i>Touare</i>	<i>Ca. Kery Kafa</i>	<i>66840074</i>	<i>[Signature]</i>
8	<i>Trasoumaré</i>		<i>cl Tafaciga</i>	<i>71328010</i>	<i>[Signature]</i>
9	<i>Zouida</i>	<i>Sinéra</i>	<i>Dibole</i>	<i>66616525</i>	<i>[Signature]</i>
10	<i>Idrissa</i>	<i>Diakité</i>	<i>K. TAMBO</i>	<i>79119299</i>	<i>[Signature]</i>
11	<i>Nahamadou</i>	<i>Kine</i>	<i>secteur vétérinaire -re. de Kayes</i>	<i>78-87-9680</i>	<i>[Signature]</i>
12	<i>Seydou</i>	<i>BERTHE</i>	<i>KAYES</i>	<i>66581896</i>	<i>[Signature]</i>
13	<i>Témoko</i>	<i>Touare</i>	<i>SLH - Kayes</i>	<i>61593669</i>	<i>[Signature]</i>
14	<i>Ismaila</i>	<i>Ba</i>	<i>SACP - Kayes</i>	<i>68808292</i>	<i>[Signature]</i>
15	<i>Ibrahima</i>	<i>Denon</i>	<i>ADRS - Kayes</i>	<i>66433147</i>	<i>[Signature]</i>
16	<i>Amadou M.</i>	<i>DIOP</i>	<i>S.L. Génie Rural</i>	<i>66722154</i>	<i>[Signature]</i>
17	<i>Habibou</i>	<i>Diakité</i>	<i>Diamon</i>	<i>74036418</i>	<i>[Signature]</i>

18	Lacina	Goita	Kayes	76309789	GP
19	Graye	N'Diaye	H/Sony (Lasy-Tank)	66864667	GP
20	Fatama	Coulibaly	ID Sahel	76082135	GP
21	K. Mahamou	Maiya	ID Sahel	69201212	GP
22	Sabif	Oumarou	Sous; Prapet Ambidedi	76182891	GP
23	Mamadou	Ibaidara	ID-Sahel	76441373	GP
24	Mody	Doucoure	ID-Sahel	70308732	GP
25	Oumou	BA	ID-Sahel	76049864	GP
26	Boubacar Lays	Soukate	Maire Sone D.	66719975	GP
27	Souleymane	Diallo	Maire Liberte Dembaya	66729620	GP
28	Harim	Diallo	-	7925746	GP
29	Oumar	N'Diaye	Sony	91324657	GP
30	Mamadou	Toure	Tafara	68364773	GP
31	Aboulays	Coulibaly	Soni Kougou	66538674	GP
32	Oumar	Dambete	Siboli	99465707	GP
33	Dianeba	Samahe	Felqui	99667893	GP
34	Seydou	Toure	K. Toups	76441975	GP
35	Mody	Doucoure	Sabouine	69202336	GP
36	Harim	N'Diaye	-	66845667	GP
37	Faboumata	Sidibe	H. Dembaya	76309089	GP
38	Aissata	Sankite	Zionou	61599670	GP
39	Coumbaly	Doumbia	Samarquidi	74036436	GP
40					



LISTE DE PRESENCE

Cercle de : *Yelimané*

Date : *23/08/2007*

N°	Prénoms	NOM	Localités	Contacts	Emargements
1	Mamadou S	DIARRA	Yelimané	76007559	<i>[Signature]</i>
2	Fassy	Konaté	Yelimané	76064868	<i>[Signature]</i>
3	Dior Kamady	Camara	^{1^{er} Adjoint} Gundini	76110327	<i>[Signature]</i>
4	Doucoure	Traore	Yelimané	79411810	<i>[Signature]</i>
5	Nouhoum	Mallé	Yelimané	78181260	<i>[Signature]</i>
6	Ziaka	Coulibaly	Yelimané	76382646	<i>[Signature]</i>
7	Cheickmé	Doucoure	^{Tambalou} Yelimané	75395048	<i>[Signature]</i>
8	Koumba	Traore	Kremis	76245750	<i>[Signature]</i>
9	Aicha	Toure	Ziongaga	76200257	<i>[Signature]</i>
10	Mody	Doucoure	ID-Sahel	70308732	<i>[Signature]</i>
11	Dumou	BA	ID-SAHEL	76049861	<i>[Signature]</i>
12	N'Gou	SANOGO	PADDY-Yelimané	73149599	<i>[Signature]</i>
13	Mahamadou	Nia Katé	Radio	79421361	<i>[Signature]</i>
14	Ousmane	IDURE	Yelimané	76140972	<i>[Signature]</i>
15	Booulmeou	Jiraké	Yelimané	66-98-11-15	<i>[Signature]</i>
16	Fatama	Coulibaly	ID-Sahel	76082135	<i>[Signature]</i>
17	Mahamane H	Maiga	ID-Sahel	69201212	<i>[Signature]</i>
	Mahamadou	Houphara	ID-Sahel	75441375	<i>[Signature]</i>

18	Boubacar	Dioulakou	Yelouare	10-000	10
19	Kam adou	Doucoure	Tambacara	79 35 1384	10
20	Fanassa	Kelbe	Koussiga	-	10
21	Jubsa	Samaki	Soumou	-	7
22	Souhara	Doucoure	Doucoure	75 01 2830	10
23	Kande	Doucoure	Doucoure	-	10
24	Hadja	Kante	Bouladi	-	10
25	Kankou	Doucoure	Tambacara	70 60 59 35	10
26	Bakay	Kante	Doucoure	-	10
27	Bady	Niakate	Fanga	-	10
28	Dady	Dibatere	Doucoure	76 08 50 30	10
29	Sydon	Doucoure	Koussiga	-	10
30	Aboulaye	Doucoure	Koussiga	-	10
31	Soumaila	Doucoure	Guidime	75 33 88 77	10
32	Dramane	Doucoure	Fanga	99 46 57 73	10
33	Amadou J.	Koussiga	Sous-Préfet Central	-	10
34	Syby	Niakate	Yelimane	-	10
35	Oumar	Dibatere	Yelimane	-	10
36					
37					
38					
39					
40					



LISTE DE PRESENCE

Cercle de : *Bafoulabé*

Date :

N°	Prénoms	NOM	Localités	Contacts	Emargements
1	<i>Ousmane</i>	<i>SAMBO</i>	<i>Bafoulabé</i>	<i>66764458</i>	<i>[Signature]</i>
2	<i>Mahamadou</i>	<i>Kanoute</i>	<i>Bafoulabé</i>	<i>66008206</i>	<i>[Signature]</i>
3	<i>Cheickna</i>	<i>Sissoko</i>	<i>1^{er} Adjoint Mairie Bafoulabé</i>	<i>61047665</i>	<i>[Signature]</i>
4	<i>Nody</i>	<i>Doucoure</i>	<i>I.D-Sahel</i>	<i>70309732</i>	<i>[Signature]</i>
5	<i>AL Foumagat</i>	<i>M. A Dicko</i>	<i>Bafoulabé</i>	<i>63971095</i>	<i>[Signature]</i>
6	<i>Yely</i>	<i>Kanoute</i>	<i>1^{er} Adjoint Mairie Frontela</i>	<i>79130239</i>	<i>[Signature]</i>
7	<i>Kady</i>	<i>Sinsate</i>	<i>2^e Adjoint Téma</i>	<i>92 28 2012</i>	<i>[Signature]</i>
8	<i>Salme</i>	<i>Kanti</i>	<i>Diakon</i>	<i>79 22 7636</i>	<i>[Signature]</i>
9	<i>Abdoulaye</i>	<i>Dianna</i>	<i>Bafoulabé</i>	<i>66887580</i>	<i>[Signature]</i>
10	<i>Sambou M.</i>	<i>Sissoko</i>	<i>Mairie Quella</i>	<i>66578820</i>	<i>[Signature]</i>
11	<i>Moulo</i>	<i>DIAKITE</i>	<i>Diakon</i>	<i>78889038</i>	<i>[Signature]</i>
12	<i>Boubacar Sidiki</i>	<i>Araou</i>	<i>Mahinachip.</i>	<i>66824636</i>	<i>[Signature]</i>
13	<i>Fatama</i>	<i>Coulibaly</i>	<i>I.D.Sahel</i>	<i>76082135</i>	<i>[Signature]</i>
14	<i>Tamadou</i>	<i>Haidara</i>	<i>ID Sahel</i>		
15	<i>Oumar</i>	<i>BA</i>	<i>I.D SAHEL</i>	<i>76049861</i>	<i>[Signature]</i>
16	<i>Etienne</i>	<i>Keita</i>	<i>V. President DLCA</i>	<i>66858350</i>	<i>[Signature]</i>
17	<i>Yoro</i>	<i>Diakite</i>	<i>Administration</i>	<i>65712885</i>	<i>[Signature]</i>

18	Zialla	Zansoko	Bafoulabé	66 58 95 18	CS
19	Adama	Dembélé	Bafoulabé Pétro	98-12-17-38	CS
20	Dramane	Dembélé	Diokéli	63631631	CS
21	héba	heita	Koundian	60 86 40 89	CS
22	Zan	Famba	Faus et forêt Flakina	75-19496	CS
23	Bodier Alim	Diakité	Genie Rural	66012730	CS
24	Abdoulaye	Dembélé	Niam'nia	77010302	CS
25	Abrahamadou	Tangara	Diakhan	66046747	CS
26	Acoua	Sissoko	Goufou	77087837	CS
27	Tahirou	Kanouté	Bamafélé	66074652	CS
28	Salif	Kanté	Bamafélé	77045746	CS
29	Timotho	Harbo	Niam'nia	66479876	CS
30	Alastane	Diakité	Mahina	77995544	CS
31	Al Djouma	Djop	Mahina	66707695	CS
32	Lamina	Coulibaly	Koundian	77571077	CS
33	Chirika	Diana	Bafoulabé	66665070	CS
34	Acoua	Tare	Diokéli	71807557	CS
35	Abrahamed	Barry	Quala	76173047	CS
36	Soumaila	Sanaké	Kontila	76470758	CS
37	Oumar	Dagnogo	Tomara	78637609	CS
38	Seydou	Coulibaly	Bafoulabé	76701388	CS
39	Diakourédia	Coulibaly	Bafoulabé	65884667	CS
40	Abrahamadou	Camara	Bafoulabé	64153874	CS

41	Bagus	Korte	Miallan	170010704	SR
42	Abdul Kader	Travel	Raufan	65575490	Ø
43					
44					
45					
46					
47					
48					
49					
50					
51					
52					
53					
54					
55					
56					
57					
58					
59					
60					

LISTE DES PRESENCES

ATELIER DE : DALABA

N°	NOM PRENOM	INSTITUTION	CONTACT	EMARGEMENT
1	Diello El Mamadou Baba	Genie Rural	624 58 90 63	<i>[Signature]</i>
2	Sow Mamadou Alou Barry	Administration	628 480 309	<i>[Signature]</i>
3	Baldé Maimouna	Dalaba/V	622 57 32 27	<i>[Signature]</i>
4	Diello Aissatou	Dalaba/V	628 16 49 97	<i>[Signature]</i>
5	Diello A. Balansa	Dalaba/V	625 65 02 87	<i>[Signature]</i>
6	Diello Mariama Cissé	Dalaba/V	65 56 38 51	<i>[Signature]</i>
7	Diello Thierno Amadou Dalaba	Dalaba/V	620-623-829	<i>[Signature]</i>
8	Mamadou Baba Sylla	Dalaba V	621 54 33 31	<i>[Signature]</i>
9	Elhady Amadou Kethou	Mairie Kolda	699 92 93 11	<i>[Signature]</i>
10	Elhady Mamadou Lemana Barry	CP/OSC	628 63 05 21	<i>[Signature]</i>
11	Alimou Diakite	Mairie Mako	62 23 25 26	<i>[Signature]</i>
12	Camara Kemoko	Rc Daita	629 89 59 60	<i>[Signature]</i>
13	Jssa Bah	CR Dalaba	620 37 96 91	<i>[Signature]</i>
14	Elhady Sadio Conde	Mairie Daita	628 64 67 19	<i>[Signature]</i>
15	Sow Mamadou Dioube	S/P Mafara	628 86 16 26	<i>[Signature]</i>
16	Amadou Dioube Barry	Président Filine Bric	628 39 64 15	<i>[Signature]</i>
17	Sow Elhady Barry	Mairie Kolda	621 67 82 39	<i>[Signature]</i>
18	Touri Fays	CONASOC	628 56 27 76	<i>[Signature]</i>
19	Bah Baba Diogo	Antenneoguel	628 79 29 57	<i>[Signature]</i>
20	Barry Alpha Saobahin	Director	628-88-88	<i>[Signature]</i>
21	Lomana Alpha Baccar	Direction	628 33 30 55	<i>[Signature]</i>
22	Elh Boubacar Balde	CR Bodie	622 48 46 88	<i>[Signature]</i>
23	Th. Amadou Balde	CR Klabé	62 26 03 66	<i>[Signature]</i>
24	Abdoulaye Balde	CR Tombeya	622 51 26 73	<i>[Signature]</i>
25	Fatoumata Binta Kaba	ASEFDD	657-71-12-02	<i>[Signature]</i>
26	Fama SANDO	HPKKIAR	622586156	<i>[Signature]</i>

27	Qumari Samako	DP/Eni	624593704	Handwritten initials
28	T. M. P. Alcobalange	s/p Kepala	620.184650	Handwritten initials
29	Diallo Rosim Alpin	A.V.N.T	634-58 8043	Handwritten initials
30	Tamadou Simoula Barry	Maire Kaala	621087372	Handwritten initials
31	Elzabe Amadou Diallo	Maire mti	621135264	Handwritten initials
32	Baibacou Diallo	Comptable	629214446	Handwritten initials
33	Elh. Thierno Habib Barry	Maire curti	622.041333	Handwritten initials
34	Leonard André Sangoua	S/P Adjoint	620129253	Handwritten initials
35	Robert Yafa Lélano	sous-Pref	622.215770	Handwritten initials
36	Alpha Djitil Berite	Ins-Pref	622461842	Handwritten initials
37	Amadou Iv	Radiu	62212853	Handwritten initials
38				
39				
40				

.....le...../2017

LISTE DES PRESENCES

ATELIER DE : LABE

N°	NOM PRENOM	INSTITUTION	CONTACT	EMARGEMENT
1	Zambou Oulala	Sous-Prefet	628 20 39 15	<i>[Signature]</i>
2	Lou Baba	Sous-Prefet	628 89 59 35	<i>[Signature]</i>
3	Diallo Mamadou Garennes	Jurisprefet	622 24 71 70	<i>[Signature]</i>
4	Conte Moussa	Sous-Prefet	628 93 42 20	<i>[Signature]</i>
5	Konate Aly	Comm. P. Chef	622 89 82 63	<i>[Signature]</i>
6	Diallo Alpha Soto	Sous-Prefet	628.46.51.72	<i>[Signature]</i>
7	Diawara Lanciné	Inspecteur	622 24 40 008	<i>[Signature]</i>
8	Barry Mamadou Yero	Sous-Propriétaire	628 0144 97	<i>[Signature]</i>
9	Toukara Lamma	Agriculture	622514-80-10	<i>[Signature]</i>
10	Sylla Lansana	Genie Rural	62840 4450	<i>[Signature]</i>
11	Diallo Mamadou Koba	Section Environ	622576764	<i>[Signature]</i>
12	Baouqua Mth Lamine	SP - Kacala	622520680	<i>[Signature]</i>
13	Aminatou Bah	Bara-Labe	621-17-73-73	<i>[Signature]</i>
14	Camara NANA	SP - Kaboro	622.15-87-13	<i>[Signature]</i>
15	Barry Mamadou Bassirou	DPEEF	622498233	<i>[Signature]</i>
16	Diallo M ^{me} Mousther Foua	Env Casambr	628016737	<i>[Signature]</i>
17	Camara Boubacar	Agriculture	622 05591	<i>[Signature]</i>
18	Fa Bintou (Daka) Diallo	Enseignante	621-57-8301	<i>[Signature]</i>
19	Diallo Sembadiro	Eaux Forés	622.53.11.11	<i>[Signature]</i>
20	Baldé Ibrahim Oury	ONG- VDD	622478844	<i>[Signature]</i>
21	Baldé Amadou Goude Pounthou	Eaux Forés	622 46 28 23	<i>[Signature]</i>
22	Diallo Mamadou Alpha Koundou	Agriculture	628686557	<i>[Signature]</i>
23	Baldé Moudioula	Agent Eaux Forés	621945989	<i>[Signature]</i>
24	Elhadj Boubacar Diallo	Maire Giorjo	622-11 54 51	<i>[Signature]</i>
25	Abdoulaye Diallo	Conseiller Populaire	622 69 01 26	<i>[Signature]</i>
26	Zolen Kourouma	D-E	628798871	<i>[Signature]</i>

27	Alpha Diallo	Sous Profet	622 29 87 40	<i>[Signature]</i>
28	Ismah Maise	Habit	628 46 55 2	<i>[Signature]</i>
29	SOROMA MIOKE	Agent EFsect ^o	622 50-24-44	<i>[Signature]</i>
30	Abdoulaye I BAH	Agent DPE.lab	622.45.34.57	<i>[Signature]</i>
31	Maimouna DIHALLO	Poste Elongement	622 45 76 23	<i>[Signature]</i>
32	Aïmouba LAMARANA Nallo	Sergeant	621 25 45 95	<i>[Signature]</i>
33	Fta Lamarana Diallo	Secret. PRH	622.699067	<i>[Signature]</i>
34	Aissatou Bath	DPA	623-2729-03	<i>[Signature]</i>
35	Abusou Toure	A.R. Hydrant	628360793	<i>[Signature]</i>
36	Mamadou Amadou Balde	P.D. Spéciale	622 99 92 18	<i>[Signature]</i>
37	Th ^o Ibrahim Diallo	CR Diari	622 79 21 07	<i>[Signature]</i>
38	Amadou Sy	SIP Diari	622 65 57 20	<i>[Signature]</i>
39	Mamadou Oury Diallo	Maître de la Sy	622 99 57 66	<i>[Signature]</i>
40	Rouquiataou Camara	Porte d'entrée	622 23-20-01	<i>[Signature]</i>

.....le...../...../2017

LISTE DES PRESENCES

ATELIER DE : LABE

N°	NOM PRENOM	INSTITUTION	CONTACT	EMARGEMENT
1	Sy Sowane Alpha	Micis Reahat	621-71.81.07	AM
2	Fataouma Bintou Bath	DPA	69 08 21 53	AM
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
21				
22				
23				
24				
25				
26				

LISTE DES PRESENCES

ATELIER DE : MAMOU

N°	NOM PRENOM	INSTITUTION	CONTACT	EMARCEMENT
1	Mamadou Alpha Barry	C. Urbaine	621-014603	
2	Eldj Amadou Djibril Barry	C.R. Kogonko	628-706119	
3	Mamadou Camé	Personne Détray	657181286	
4	Amadou Oury Keita	P. Ressource	628-98-9767	
5	Ousmane Diallo	chef atelier CECOJE	622-24-05-32	
6	Mamadou Alpha Barry	CECOJE	628 98 6585	
7	Ibrahima Diallo	SBEF	621-17-9513	
8	Fatoumata Bintou Diallo	SPEF	621-43-37-87	
9	Dr K. S. B. Diaké	DR Agriculture	628 53 43 30	
10	Barry, Mamadou Diallo	chef SPGR	622 99 49 07	
11	Balste Ousmane Mella	secr EIF	622 13 93 72	
12	Doumbouya Nuriama	CCF/Doument	611 28 57 72	
13	Amadou Oury Barry	CCF/TEC	621-16-0695	
14	Alpha Mamadou Barry	P. ACLN/Kin	666-11-8281	
15	Mamadou Samou Baldi	P. Ressource	622434299	
16	Eldj Baba Abdoul Barry	C.R. Sarakouba	621-776613	
17	Iciita ABONBUKAN	ONG ADEG	620 30 53 61	
18	Diallo Gassimou	ONG CAPBOED	628 73 79 68	
19	Mamadou Keita Diallo	C.R. N'goron	628 25 98 55	
20	Eldj Mamadou Mamou	Mere	620 88 00 22	
21	Mady Sary Barry	Mere	628 98 52 16	
22	Mamadou Kama Sow	Mere	666-652461	
23	Aly cherif	MamouV	622 16 57 44	
24	Fatoumata Baldi	MamouV	622 42 68 25	
25	Mou - Sarifou Diallo	ORT - Guinée	622 48 87 37	
26	Mamadou Dian Diallo	CAPBOED/Guinee	628-01-51-91	

27	Barry Abdou Mazié	Hydraulique	628 45 73 15	Handwritten signature
28	Diello Thierno M'Beura	Maire	628 70 78 85	Handwritten signature
29	Mame taibou Conde	Maire	65 60 18 51	Handwritten signature
30	Diello M'ou Alpha Hénéri	Président cros	604 44 96 13	Handwritten signature
31	El Hadj Babou Galle Diallo	Maire	62 86 28 36	Handwritten signature
32	El Hadj Faw Bakka Diello	Maire	6 21 00 9 8 8 8	Handwritten signature
33	El Hadj Abdou Aliou Lou	Maire	62 18 61 6 7	Handwritten signature
34	Abou Karim Barry	Producteur	62 24 77 36	Handwritten signature
35	Saidou Camara	ALCIN	628 29 97 99	Handwritten signature
36	Elh. Oumar Diallo	Maire	628 49 67 09	Handwritten signature
37	Thierno Saïdou Barry	Timon	62 9 52 94 76	Handwritten signature
38	Mamadou MASSISSOUBA	DIR	628 85 47 26	Handwritten signature
39	Toukara Mamadou	DREEF	622 51 73 14	Handwritten signature
40	Ousmane Sylla	DPEEF	628 19 07 49	Handwritten signature

.....le...../...../2017

LISTE DES PRESENCES

ATELIER DE : TOUGUE

N°	NOM PRENOM	INSTITUTION	CONTACT	EMARGEMENT
1	Baldé Alpha Oumar	CP/osc	628691221	<i>[Signature]</i>
2	Diallo Mamadou Moutari	Sous-Prefet	623181652	<i>[Signature]</i>
3	Baldé Oumar Pathe	DPA/Tougue	628379920	<i>[Signature]</i>
4	Barry Thierno Saidou	Tg sous-pref	621359279	<i>[Signature]</i>
5	Camara Saliou Bailo	Leche	622414153	<i>[Signature]</i>
6	Keita Sadio	Sous-Prefet	622482409	<i>[Signature]</i>
7	Youssouf Barry	Café	621999735	<i>[Signature]</i>
8	Thierno Amadou Sadio	Ligue T	622764033	<i>[Signature]</i>
9	Adama Nury Diallo	Enseignant	6287113134	<i>[Signature]</i>
10	Nissatou Keita	CAAF	621189644	<i>[Signature]</i>
11	Barry Mariama	PG Marci	620430762	<i>[Signature]</i>
12	Baldé Hadja Aristarou Toungy	P. Féminine	622365683	<i>[Signature]</i>
13	Barry Mamadou Sisseladi	Sous-Prefet	62237731	<i>[Signature]</i>
14	Keita Ibrahimou Foy	Sous-Prefet	628419172	<i>[Signature]</i>
15	Abdul Karime Baldé	Sous-Ligue K.	621993491	<i>[Signature]</i>
16	Kante ^M Mariama Bailo	G. Maraïdia	628393764	<i>[Signature]</i>
17	SALIFARE HASSANATOU	G. NABarches	622365674	<i>[Signature]</i>
18	Roumatouloup Baldé	présidente	691025178	<i>[Signature]</i>
19	Baldé Saïkou Oumar	DPJ	622899838	<i>[Signature]</i>
20	Baldé Alpha Ammar	CPOSC/Tg	628531844	<i>[Signature]</i>
21	Baldé Mamadou Golo	DCJ	620491623	<i>[Signature]</i>
22	Camara Abou	DP EFF/Toug	628263348	<i>[Signature]</i>
23	Elhadj Amadou Fabrice Aouaid	SG Ligue K	622852776	<i>[Signature]</i>
24	Thierno Amadou Alpha	Ligue Comm	628662968	<i>[Signature]</i>
25	Mou Saliou Baldé	Directeur Préf. Educ	620504343	<i>[Signature]</i>
26	Tou Oumarou Diallo	Sev. Ligue Isl.	628116189	<i>[Signature]</i>

27	Diabo Djene	chef poste Sédou	620 13 07 10	Quiff
28	Niarra Fatoumata	G.P. Feminin	628 13 13 46	FDub
29	Camara Ousmane Aminata	secr. Prefet	620-37-10-57	Quiff
30	Barry Amadou Sadio	Coursette	622 47 58 64	Quiff
31	Sou Lakima Lou	D.P.A./interim	620036432	Quiff
32	Baldé Mamadou Baldé	S/P ^{Siaka} Siaka	622 58 53 6	Quiff
33	EL Moustafa Sotilbe'	SPGR	628 07 92 68	Quiff
34	Sylla Demba	S/P Konak	622 36 92 17	Quiff
35	Diello Ousmane Diao	Guide DMVS	628 59 52 38	Quiff
36	Niako Diouane A. Coulibaly	S/P Kiné	628 46 62 27	Quiff
37	Baldé Abdoulaye	SE/F.	620-50 30 02	Quiff
38	Allassy Bani	Radio Rural	624 18 35 02	Quiff
39	Goubasan Soumarou Baldé	S/P Felle-Ko	622 34 22 81	Quiff
40	Oumar Baldé	DP AVINOU	6215 35 68 1	Quiff

.....le...../2017